



# Assemblée générale

Distr. générale  
20 mai 2024  
Français  
Original : anglais

**Soixante-dix-neuvième session**  
**Point 139 de la liste préliminaire\***  
**Projet de budget-programme pour 2025**

## **Projet de budget-programme pour 2025**

### **Titre II** **Affaires politiques**

### **Chapitre 3** **Affaires politiques**

#### **Missions politiques spéciales**

#### **Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq**

#### *Résumé*

On trouvera dans le présent rapport les prévisions de dépenses de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq pour 2025, dont le montant total s'élève à 103 202 600 dollars (déduction faite des contributions du personnel).

\* [A/79/50](#).



## Table des matières

	<i>Page</i>
I. Vue d'ensemble de la Mission. . . . .	3
A. Projet de plan-programme pour 2025 et exécution du programme en 2023**. . . . .	3
B. Postes et autres objets de dépense proposés pour 2025***. . . . .	15
1. Montant total des ressources nécessaires . . . . .	15
2. Effectifs nécessaires . . . . .	17
3. Ressources financières . . . . .	27
4. Analyse des ressources nécessaires . . . . .	28
II. État d'avancement des travaux de rénovation des locaux du complexe intégré des Nations Unies à Bagdad. . . . .	34
III. État d'avancement des travaux de réaménagement du bâtiment de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq à Koweït . . . . .	34
 Annexes	
I. Récapitulatif des mesures prises pour donner suite aux décisions et demandes formulées par l'Assemblée générale ainsi qu'aux demandes et recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires approuvées par l'Assemblée générale . . . . .	35
II. Organigramme et répartition des postes pour 2025 . . . . .	37

\*\* La partie consacrée au projet de plan-programme pour 2025 est soumise à l'Assemblée générale pour examen, conformément aux procédures et pratiques budgétaires établies et dans le respect des dispositions du paragraphe 7 de la résolution [72/267](#).

\*\*\* Comme demandé au paragraphe 10 de la résolution [77/267](#), la partie consacrée aux postes et aux objets de dépense autres que les postes est soumise à l'Assemblée par l'intermédiaire du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

## I. Vue d'ensemble de la Mission

### A. Projet de plan-programme pour 2025 et exécution du programme en 2023

#### Orientations générales

##### Mandats et considérations générales

1. La Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI) est chargée de fournir des conseils, un appui et une assistance au Gouvernement et au peuple irakiens, de manière à favoriser un dialogue politique inclusif et la réconciliation aux niveaux national et local. Son mandat est défini dans les résolutions [1483 \(2003\)](#), [1500 \(2003\)](#), [1770 \(2007\)](#) et [2107 \(2013\)](#) du Conseil de sécurité, lequel l'a reconduit dans ses résolutions ultérieures, la plus récente étant la résolution [2682 \(2023\)](#).
2. Dans sa résolution [2682 \(2023\)](#), le Conseil de sécurité a prorogé le mandat de la Mission jusqu'au 31 mai 2024 et a prié le Secrétaire général de lui présenter un examen indépendant stratégique de la MANUI. Dans cette résolution, il a demandé que l'examen stratégique indépendant inclue une évaluation des menaces actuelles pour la paix et la sécurité en Iraq et de la pertinence des tâches et des priorités confiées à la MANUI, et qu'il renferme des recommandations visant à optimiser le mandat, la structure et les effectifs de la Mission afin d'aider le Gouvernement irakien à régler les problèmes de paix et de sécurité. Le Conseil procédera audit examen dans le cadre du renouvellement du mandat de la MANUI.
3. Dans le cadre de son mandat actuel, la MANUI continuera, à la demande du Gouvernement irakien, d'organiser des missions de bons offices pour promouvoir un système politique inclusif. La Mission facilitera le dialogue sur des questions essentielles, notamment la situation à Sinjar et à Kirkouk et les frontières intérieures contestées. Elle fournira des conseils et une assistance pour appuyer les processus électoraux. Elle favorisera également le dialogue et la coopération au niveau régional, notamment sur les questions relatives à la sécurité des frontières, à l'énergie, à l'environnement, à l'eau, aux effets néfastes des changements climatiques, au renforcement de la résilience, à l'infrastructure et aux réfugiés. Elle aidera le Gouvernement et le peuple irakiens et les institutions du pays à : progresser sur la voie de la cohésion sociale et de la réconciliation nationale, y compris s'agissant des questions liées aux minorités et de la lutte contre les discours de haine ; faire avancer les priorités concernant les femmes et la paix et la sécurité et prendre en compte les questions de genre ; promouvoir l'établissement des responsabilités, la protection des droits humains et l'état de droit ; renforcer les mesures de protection de l'enfance, notamment les mécanismes de réadaptation et de réintégration des enfants ; lutter contre le terrorisme, notamment au moyen de mesures de prévention de la radicalisation ; réformer le secteur de la sécurité. En vertu de la résolution [2107 \(2013\)](#) du Conseil de sécurité, la MANUI encouragera, soutiendra et facilitera également l'action menée pour faire rapatrier tous les nationaux du Koweït et d'États tiers ou leurs dépouilles et restituer les biens koweïtiens, notamment les archives nationales.

#### Programme de travail

##### Objectif

4. L'objectif auquel la Mission contribue est d'instaurer durablement la paix, la sécurité et le développement, tout en réaffirmant l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Iraq.

## Stratégie et facteurs externes pour 2025

5. Pour contribuer à la réalisation de l'objectif, la Mission s'emploiera à :
  - a) Encourager un dialogue inclusif entre les acteurs politiques et fournir des conseils sur des questions politiques clés, notamment en menant de vastes concertations avec les parties prenantes institutionnelles et la société civile, afin de promouvoir les réformes institutionnelles et de renforcer la confiance de la population à l'égard de l'État ;
  - b) Collaborer étroitement avec les institutions législatives et exécutives irakiennes afin de les aider à élaborer, adopter et mettre en œuvre des réformes législatives et constitutionnelles ;
  - c) S'employer à promouvoir le dialogue et la réconciliation intercommunautaires, à apaiser les tensions locales et à renforcer la cohésion sociale, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de l'Accord de Sinjar, l'aboutissement des négociations de Kirkouk et le règlement des différends liés aux frontières intérieures contestées ;
  - d) Promouvoir un dialogue institutionnalisé et structuré entre le Gouvernement fédéral et le Gouvernement de la Région du Kurdistan afin de résoudre des questions clés telles que le budget fédéral, le partage des ressources et des recettes pétrolières, le contrôle aux frontières, les questions de sécurité et les frontières intérieures contestées ;
  - e) Fournir des conseils et une assistance techniques pour continuer de renforcer les institutions électorales de l'Iraq et soutenir la planification et la préparation des processus électoraux, notamment les prochaines élections au Conseil des représentants, qui devraient avoir lieu au troisième trimestre de 2025 ;
  - f) Aider le Gouvernement irakien à amener les auteurs de violations des droits humains à répondre de leurs actes afin d'instaurer un plus grand climat de confiance entre le Gouvernement, les institutions judiciaires, la société civile et les communautés ;
  - g) Continuer de suivre l'évolution de la situation relative aux droits humains et de communiquer des informations à ce sujet afin d'appuyer l'action menée par le Gouvernement pour protéger et promouvoir ces droits conformément à la Constitution irakienne et aux obligations internationales du pays ;
  - h) Fournir un appui technique en vue de renforcer les capacités et les politiques institutionnelles visant à protéger l'espace civique et démocratique et les libertés et droits fondamentaux, notamment la liberté d'expression et le droit de réunion pacifique, le droit à la liberté et le droit de toutes les personnes à ne pas être soumises à des détentions arbitraires, des enlèvements, des disparitions forcées ou la torture ;
  - i) Soutenir la réforme du droit pénal et des politiques y relatives et l'adoption de mesures afin de garantir le respect des procédures régulières et du droit à un procès équitable et concourir à amener les auteurs à répondre de leurs actes et à garantir des réparations pour les victimes, notamment les victimes de violences fondées sur le genre, de violences domestiques et de violences sexuelles liées aux conflits ;
  - j) Œuvrer en faveur du développement durable à long terme en coordonnant les efforts des acteurs nationaux et internationaux ;
  - k) Promouvoir les initiatives de stabilisation, de relèvement et de consolidation de la paix, y compris la réforme du secteur de la sécurité et l'atténuation des changements climatiques (en particulier en ce qui concerne la paix et la sécurité), en collaboration avec l'équipe de pays des Nations Unies ;
  - l) Organiser des dialogues sur la résilience climatique à l'appui des efforts déployés par les pouvoirs publics pour lutter contre les effets néfastes des changements climatiques, en s'appuyant sur une analyse intégrée des changements climatiques et sur des programmes des

Nations Unies coordonnés, ainsi que sur des politiques et des programmes publics éclairés en matière de climat ;

- m) Veiller à ce que l'aide au développement réponde aux priorités du Gouvernement et du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable établi pour 2025-2029 ;
  - n) Encourager, soutenir et faciliter l'action menée pour faire rapatrier tous les nationaux du Koweït et d'États tiers ou leurs dépouilles et restituer les biens koweïtiens, notamment les archives nationales.
6. Le travail qui sera ainsi effectué devrait avoir les résultats suivants :
- a) Mise en œuvre d'un programme gouvernemental prévoyant les mesures qui s'imposent pour concrétiser la volonté de réforme exprimée par le peuple iraquien, notamment sur le plan économique et en matière de lutte contre la corruption ;
  - b) Mise en œuvre de réformes constitutionnelles élaborées de façon consensuelle dans le cadre des examens menés par les commissions présidentielle et parlementaire chargées de réviser la Constitution ;
  - c) Renforcement d'une gouvernance locale inclusive et réconciliation entre les communautés, notamment dans le cadre de la mise en œuvre de l'Accord de Sinjar, des négociations de Kirkouk et des frontières intérieures contestées ;
  - d) Mise en œuvre de lois et d'autres mécanismes politiques et de sécurité indispensables à la consolidation des relations entre Bagdad et Erbil ;
  - e) Amélioration et pérennisation de la capacité des institutions électorales irakiennes à organiser des élections libres et régulières dirigées et prises en charge par l'Iraq, notamment les prochaines élections au Conseil des représentants, assorties d'un renforcement de la participation de la population aux élections et acceptation des résultats par le peuple ;
  - f) Augmentation du nombre de poursuites et de sanctions pour violations des droits humains et atteintes à ces droits, notamment celles commises dans le contexte de manifestations ;
  - g) Respect des normes et principes relatifs aux droits humains fondamentaux ;
  - h) Préservation et élargissement de l'espace civique et démocratique, notamment de la liberté d'expression, du droit de réunion pacifique et du respect de la dissidence ;
  - i) Respect accru des normes de procès équitable et des garanties d'une procédure régulière, notamment en ce qui concerne la prévention de la torture et des mauvais traitements infligés aux détenus, et augmentation du nombre de poursuites et de sanctions pour faits de violence domestique ou fondée sur le genre ;
  - j) Réduction des déplacements internes prolongés, soutien continu à la mise en place de solutions durables et renforcement de l'attention accordée aux déplacements liés aux changements climatiques ;
  - k) Coordination de l'aide au développement, en étroite collaboration avec l'équipe de pays des Nations Unies, au moyen des mécanismes de coordination nationaux et locaux et conformément au Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable établi pour 2025-2029 ;
  - l) Rapatriement accéléré des dépouilles des nationaux du Koweït et d'États tiers et la restitution accélérée des biens koweïtiens.
7. En ce qui concerne la coopération avec d'autres entités, la MANUI collabore avec des donateurs internationaux et des organismes, fonds et programmes des Nations Unies, dont 23 sont résidents et 5 non résidents. Les domaines de travail à cet égard comprennent la réforme économique, le soutien aux institutions et mécanismes électoraux irakiens et le renforcement de leurs capacités, le développement durable et la lutte contre les changements climatiques. La Mission facilite également

la coordination des activités menées avec des institutions financières internationales telles que la Banque mondiale, la Société financière internationale et le Fonds monétaire international. Elle guide ainsi des organes nationaux essentiels chargés du développement ou de l'action humanitaire (Comité exécutif pour le relèvement, la reconstruction et le développement, Forum des partenaires de développement, Équipe spéciale chargée de la stabilisation, Groupe de travail pour le retour des personnes déplacées, Comité de coordination des organisations non gouvernementales pour l'Iraq et Partenariat « Prospects », par exemple) ou participe à leurs activités.

8. En ce qui concerne la coordination et la liaison interorganisations, la Mission collabore également avec l'équipe de pays des Nations Unies dans le cadre d'un large éventail d'activités visant à promouvoir et à protéger les droits humains et l'état de droit, en particulier en ce qui concerne les questions liées aux femmes et aux minorités ethniques et religieuses ou ayant trait aux violations graves commises contre des enfants dans les situations de conflit armé. Elle collabore en particulier avec l'équipe de pays des Nations Unies pour aider les administrations nationales et locales à lutter contre les discours de haine, à promouvoir la cohésion sociale et à faire comprendre les conséquences de l'extrémisme violent. En outre, en coopération avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la MANUI aide le Gouvernement iraquien à suivre les procès pour corruption et à réformer le secteur de la sécurité, ainsi qu'à renforcer les capacités des institutions électorales du pays.
9. Le plan d'ensemble de la MANUI pour 2025 est ancré dans la résolution [2682 \(2023\)](#) du Conseil de sécurité. Les hypothèses ci-après ont été retenues pour l'établir :
  - a) Le Gouvernement et le Parlement poursuivent la mise en œuvre des priorités définies dans le programme de travail du Gouvernement fédéral ;
  - b) Les élections du Gouvernement de la Région du Kurdistan se tiennent en 2024, les conseils provinciaux irakiens sont établis conformément aux résultats des élections de décembre 2023 et le nouveau Conseil des commissaires de la Haute Commission électorale indépendante est nommé en 2024 ;
  - c) Le Gouvernement iraquien et les autres parties prenantes du pays progressent dans l'adoption et la mise en œuvre de réformes politiques, économiques, électorales et constitutionnelles dans des domaines prioritaires, notamment la corruption, le chômage et les services publics ;
  - d) Les conditions de sécurité permettent de se rendre auprès de toutes les populations touchées et des principales parties prenantes dans le cadre de l'exécution du mandat ;
  - e) Les événements qui surviennent dans la région au sens large n'ébranlent pas la stabilité politique interne de l'Iraq ;
  - f) Le Gouvernement fédéral et le Gouvernement de la Région du Kurdistan nouent un véritable dialogue politique, structuré et régulier, aux fins du règlement des questions clés ;
  - g) Le Gouvernement iraquien s'emploie à mener des réformes dans le secteur de la sécurité, en s'efforçant notamment de placer l'ensemble des armes et des groupes armés sous le contrôle de l'État, en veillant à la bonne intégration des Forces de mobilisation populaire dans les forces de sécurité irakiennes, en améliorant la coordination entre les institutions de sécurité irakiennes et celles de la Région du Kurdistan et en améliorant les conditions de sécurité le long de ses frontières ;
  - h) Le Gouvernement iraquien collabore pleinement avec les entités des Nations Unies en Iraq au sujet de la coopération technique et de la surveillance du respect des droits humains et demeure résolu à promouvoir, à respecter et à protéger les droits humains et l'état de droit, notamment en prenant des mesures visant à protéger et à élargir l'espace civique et démocratique, en promulguant des textes législatifs et en adoptant des politiques et plans d'action conformes à la Constitution et aux obligations internationales de l'Iraq ;
  - i) Le Gouvernement iraquien montre sa volonté de promouvoir les droits des femmes et l'égalité des genres en présentant des projets de loi à cette fin, en établissant des mécanismes

- institutionnels solides d'établissement des responsabilités et de suivi des progrès accomplis dans le respect des engagements pris pour promouvoir les femmes dans tous les domaines, notamment dans les processus de prise de décisions ;
- j) Le Gouvernement iraquien est favorable à la surveillance des détentions et des procès et s'engage à respecter les garanties de procédure et les droits de la défense dans le cadre des mesures qu'il a prises pour promouvoir l'état de droit ;
  - k) Le Gouvernement iraquien collabore pleinement avec les entités des Nations Unies en Iraq pour élaborer une stratégie commune de lutte contre les problèmes de sécurité qui découlent des changements climatiques et les effets néfastes des changements climatiques visant notamment à réduire le brûlage de gaz à la torche, à améliorer les systèmes de gestion des ressources en eau, à accroître les investissements dans les énergies renouvelables et à stimuler les projets d'économie verte, conformément au plan national d'adaptation du pays ;
  - l) Le Gouvernement iraquien s'emploie à améliorer la prestation de services et à répondre aux attentes de la population, s'attaquant ainsi aux causes profondes des troubles sociaux, notamment en encourageant activement les jeunes à participer pleinement à la vie de la société et en leur offrant des possibilités d'emploi.
10. La Mission prend en compte les questions de genre dans ses activités opérationnelles, ses produits, sa collecte de données et ses résultats, selon qu'il convient et à l'appui des priorités concernant les femmes et la paix et la sécurité. Elle encourage les acteurs institutionnels avec lesquels elle collabore aux niveaux fédéral et national à prendre en compte les questions de genre en mettant l'accent sur le renforcement de la représentation des femmes et de leur participation à la vie politique, aux processus électoraux et à la prise de décisions. Elle coprécide l'Équipe spéciale de la problématique femmes-hommes pour l'Iraq avec l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) et offre son appui au Groupe consultatif des femmes, qui se compose d'éminentes défenseuses iraquiennes des droits humains, d'anciennes politiciennes, d'expertes des médias et d'activistes de la société civile, utilisant ces plateformes pour créer des synergies entre les entités des Nations Unies présentes en Iraq afin de faire progresser les droits, l'égalité et l'autonomisation des femmes.
11. Conformément à la Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap, la MANUI collabore avec le Gouvernement, les organisations de défense des droits des personnes handicapées et l'équipe de pays des Nations Unies pour promouvoir les droits de ces personnes, en mettant l'accent sur l'accessibilité, les possibilités d'emploi et l'accès aux services sociaux et aux services publics. Elle soutient en outre la mise en œuvre des recommandations formulées par les mécanismes des Nations Unies chargés des droits humains concernant les droits des personnes handicapées. Par l'intermédiaire de son groupe de travail interne sur la Stratégie et grâce à son plan d'action sur la question, elle prend des mesures pour créer un environnement de travail adapté aux besoins des personnes handicapées.

## **Exécution du programme en 2023**

### **Facilitation du dialogue et de la participation politique inclusive**

12. En 2023, la MANUI a encouragé l'élaboration et la mise en œuvre d'un programme gouvernemental donnant la priorité à la poursuite de l'édification de l'État, y compris la lutte contre la corruption et les réformes socioéconomiques, et a plaidé en faveur d'un dialogue politique inclusif ainsi que d'une réconciliation aux niveaux national et local. Elle a mis à profit ses bons offices pour promouvoir le dialogue autour des questions telles que la sécurité, le climat et d'autres questions essentielles entre l'Iraq et les États voisins, notamment en collaborant avec un certain nombre d'acteurs dans le cadre de l'accord sur la sécurité des frontières entre la République islamique d'Iran et l'Iraq. Elle a collaboré avec les principales parties prenantes, notamment les partis politiques, la société civile, les femmes, les jeunes et les minorités, dans chaque province, avant et après les élections au conseil

provincial, afin de favoriser une plus grande participation politique et de planifier le renforcement des capacités de ces organes représentatifs locaux nouvellement élus en 2024.

13. Au cours de cette période, la Mission a fourni une assistance technique intégrée et un soutien consultatif à la Haute Commission électorale indépendante en vue d'organiser de manière ordonnée les élections au conseil provincial, les premières en 10 ans, qui ont eu lieu le 18 décembre 2023. La MANUI a fait usage de ses bons offices et a fourni des conseils techniques aux fins de la préparation des élections parlementaires de la région du Kurdistan, qui ont été reportées à 2024.
14. Les progrès concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 1).

Tableau 1  
**Mesure des résultats**

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)
Le Gouvernement iraquien a respecté l'engagement qu'il avait pris d'organiser des élections législatives nationales anticipées. Les autorités électorales ont adopté des mesures améliorées pour le déroulement du scrutin et pour le dépouillement et la publication des résultats, ce qui, combiné à la surveillance internationale dont ont bénéficié les élections, a permis de rendre les opérations électorales plus transparentes. Les contentieux électoraux ont été traités par les voies légales appropriées avant que les résultats des élections ne soient ratifiés le 27 décembre 2021	Un gouvernement comprenant trois femmes ministres a été formé, ce qui constitue un pas important vers l'inclusivité. Un programme de travail a été élaboré, qui reflète les aspirations du Gouvernement et de la population iraquienne et met l'accent sur la lutte contre la corruption, le chômage et l'amélioration des services publics. Le Gouvernement fédéral et le Gouvernement de la Région du Kurdistan ont continué de traiter les questions en suspens et pris des mesures limitées vers la mise en œuvre d'un dialogue structuré	Le Gouvernement iraquien a poursuivi la mise en œuvre de son programme de travail, qui vise à mettre en place des réformes institutionnelles et économiques et à résoudre des problèmes intérieurs de longue date, tels que les relations entre Bagdad et Erbil. L'Iraq a organisé des élections au conseil provincial, les premières en 10 ans, de manière à reconstituer les structures de gouvernance représentatives au niveau provincial. Le Conseil des représentants a adopté une loi budgétaire fédérale pour trois exercices, de 2023 à 2025

## Résultats escomptés pour 2025

### Résultat 1 : poursuite des réformes et soutien au dialogue politique

#### Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

15. En 2023, la MANUI a continué de proposer ses bons offices pour favoriser le dialogue politique inclusif en Iraq. Le Gouvernement a continué de mettre en œuvre son programme qui vise à apporter des réformes institutionnelles et économiques, y compris l'adoption d'un budget triennal répondant aux appels à la réforme lancés par la population iraquienne, ce qui a permis à la Mission d'atteindre sa cible pour 2023. La Mission a plaidé en faveur d'une véritable participation politique des femmes et apporté son soutien au Gouvernement fédéral et au Gouvernement de la Région du Kurdistan en vue de plaider en faveur d'un dialogue structuré entre Bagdad et Erbil.
16. Dans le cadre de son mandat, tel que défini dans la résolution [2682 \(2023\)](#) du Conseil de sécurité, la Mission encouragera la poursuite de la mise en œuvre du programme gouvernemental et soutiendra les préparatifs du pays en vue des prochaines élections au Conseil des représentants, qui devraient avoir lieu en 2025. Elle encouragera également la mise en place d'un dialogue politique inclusif visant à restaurer la confiance dans le système politique, concrétiser les réformes et favoriser la participation politique des femmes et des jeunes. Enfin, elle encouragera un dialogue soutenu et



structuré entre le Gouvernement fédéral et le Gouvernement de la Région du Kurdistan, notamment sur l'Accord de Sinjar et Kirkouk.

17. Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 2).

Tableau 2  
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
Répondant aux appels à la réforme lancés par le peuple, le Gouvernement iraquien a tenu l'engagement qu'il avait pris d'organiser des élections législatives nationales anticipées. Les autorités électorales ont adopté des mesures améliorées pour le déroulement du scrutin et pour le dépouillement et la publication des résultats, ce qui a contribué à ce que le peuple accepte plus facilement le résultat des élections. Les contentieux électoraux ont été traités par les voies légales appropriées avant que les résultats des élections ne soient ratifiés le 27 décembre 2021	La transition du pouvoir, longtemps retardée mais relativement pacifique, a permis la formation d'un nouveau gouvernement, dont le programme a pour objectif de relever des défis de longue date. Le Gouvernement iraquien s'est efforcé de mettre en œuvre les priorités qu'il s'était fixées et d'élaborer un budget qui soit à la hauteur de ces ambitions. Les évaluations menées à l'issue des élections ont abouti à la mise en place de mesures visant à améliorer la conduite et la gestion des futures élections et des institutions nationales	Le Gouvernement iraquien a continué d'appliquer un programme de réformes constitutionnelles et économiques et s'attaque à des problèmes intérieurs de longue date, tels que celui de l'amélioration nécessaire des relations entre Bagdad et Erbil	Dans le cadre du dialogue structuré entre Bagdad et Erbil, l'introduction de réformes juridiques et constitutionnelles permettant de faire avancer le règlement des différends en cours est envisagée. La gouvernance fédérale devient plus inclusive et plus responsable, ce qui contribue à renforcer la confiance publique dans les dirigeants et les institutions politiques du pays	Dans le cadre du dialogue structuré entre Bagdad et Erbil, l'introduction de réformes juridiques et institutionnelles permettant de faire avancer le règlement des différends tels que le partage des ressources, l'établissement d'un conseil de la fédération et l'adoption d'une loi fédérale sur les hydrocarbures est envisagée. La gouvernance fédérale devient plus inclusive et plus responsable, y compris au niveau infranational, ce qui contribue à renforcer la confiance publique dans les dirigeants et les institutions politiques du pays

## Résultat 2 : renforcement du respect de l'espace civique et démocratique, de la justice et du principe de responsabilité

### Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

18. En 2023, le travail effectué par la Mission a contribué à favoriser la protection des droits humains et le respect de l'état de droit et à augmenter le nombre de poursuites et de sanctions pour violations des droits humains et atteintes. La cible relative aux projets de loi a été partiellement atteinte, mais la Mission a continué de collaborer avec le Gouvernement pour renforcer les capacités institutionnelles, en plaidant pour l'adoption d'une législation relative aux droits humains et en fournissant un soutien technique pour l'adoption de politiques et de mesures dans le domaine des

droits humains. La MANUI a mis en œuvre un programme visant à renforcer les capacités de la société civile, de la Haute Commission iraquienne des droits de l'homme et des responsables gouvernementaux afin de préserver et d'élargir l'espace civique, de protéger les droits humains dans le domaine numérique et de renforcer le rôle des femmes journalistes et des professionnelles des médias dans la promotion des droits humains et la lutte contre les discours de haine. En mars 2023, le Gouvernement a signé un plan d'action pour la prévention du recrutement et de l'utilisation d'enfants par les Forces de mobilisation populaire. Plus tard dans l'année, le rapport du Secrétaire général sur les enfants et les conflits armés ([A/77/895-S/2023/363](#)) indiquait que les Forces de mobilisation populaire avaient été retirées de la liste du Conseil de sécurité dans laquelle figurent les groupes sanctionnés pour avoir recruté et utilisé des enfants.

19. Dans le cadre de la mise en œuvre de son mandat tel qu'il est prévu dans la résolution [2682 \(2023\)](#), la MANUI continuera de collaborer avec le Gouvernement et d'autres parties prenantes afin de promouvoir l'adoption d'une législation, de politiques et de mesures visant à renforcer la protection de l'espace civique et démocratique, y compris la liberté d'expression. Elle contribuera également à renforcer la capacité du système judiciaire à promouvoir l'établissement des responsabilités en cas de violations des droits humains. Elle fournira un soutien technique aux responsables de l'application des lois et aux institutions judiciaires et législatives afin qu'ils respectent davantage les normes internationales, et elle aidera l'Iraq à respecter ses engagements nationaux et internationaux et à renforcer son engagement auprès des mécanismes des Nations Unies relatifs aux droits humains.
20. Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 3).

Tableau 3  
**Mesure des résultats**

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
Le Gouvernement iraquien a mis en œuvre le Plan d'action national de prévention de la torture et rend compte aux mécanismes des Nations Unies relatifs aux droits humains des mesures concrètes prises pour promouvoir le respect des garanties de procédure permettant d'assurer un procès équitable	Le Gouvernement a indemnisé les familles de la plupart des personnes qui avaient été tuées lors des manifestations de 2019 et a fourni une assistance aux blessés. L'action menée pour établir les responsabilités est restée limitée, peu d'enquêtes sur les allégations de violations des droits humains et les atteintes à ces droits ayant abouti à des procès	Les projets de loi sur la liberté d'expression et les technologies de l'information sont en attente d'approbation. La deuxième lecture du projet de loi sur la liberté d'expression est terminée et celui-ci doit toujours être soumis au vote du Conseil des représentants	Le Gouvernement renforce l'impartialité et l'efficacité des mécanismes nationaux pour les rendre pleinement fonctionnels et promouvoir l'établissement des responsabilités en cas de violations des droits humains et d'atteintes à ces droits, et adopte une législation visant à favoriser la protection des droits humains et de l'espace civique, ainsi que la protection contre les disparitions forcées	Le Gouvernement adopte des mesures pour renforcer la capacité de l'appareil judiciaire à rendre justice aux victimes et à établir les responsabilités en cas de violations des droits humains et d'atteintes à ces droits, et se conforme aux normes internationales en vue de protéger la liberté d'expression

### Résultat 3 : solutions durables intégrées et lutte contre les changements climatiques

#### Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

21. En 2023, la MANUI a atteint son objectif en continuant de lancer et de diriger plusieurs forums de coordination, notamment en coopération avec les donateurs internationaux, qui ont contribué à la mise en place de solutions durables pour les personnes déplacées et les rapatriés, dans le contexte de la transition de l'aide humanitaire à l'aide au développement. La Mission a encouragé le Gouvernement à rechercher des solutions plus efficaces pour les populations déplacées, comme indiqué dans le plan national, et à intensifier ses travaux d'analyse et de renforcement des capacités pour lutter contre les effets néfastes des changements climatiques. Elle a poursuivi ses activités de plaidoyer en faveur des efforts d'atténuation et d'adaptation.
22. Dans le cadre de l'exécution de son mandat tel que défini dans la résolution [2682 \(2023\)](#), la MANUI renforcera son approche intégrée pour aider le Gouvernement iraquien à lutter contre les effets néfastes des changements climatiques et à faire en sorte que le pays prenne les rênes de solutions durables, notamment en participant activement à l'élaboration du prochain Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable pour 2025-2029.

#### Enseignements tirés et changements prévus

23. L'enseignement tiré est le suivant : une coopération étroite avec le Gouvernement et l'équipe de pays des Nations Unies est essentielle pour tirer parti de l'avantage comparatif de la Mission en matière de capacité d'analyse et de sensibilisation à l'appui de l'élaboration de politiques liées au climat. Compte tenu de cet enseignement, la MANUI renforcera les capacités nationales et celles de l'ensemble du système des Nations Unies en matière d'analyse des risques climatiques, ce qui contribuera à l'intégration des conseils politiques et de l'assistance technique en matière de changement climatique fournis par le système des Nations Unies en Iraq.
24. Les progrès escomptés concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 4)

Tableau 4  
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
Le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable pour la période 2020-2024 a effectivement été mis en œuvre, ce qui a entraîné une réduction du nombre de personnes dans le besoin	Huit groupes chargés de la coordination par zone ont été créés et sont opérationnels. Leur intervention a permis de trouver des solutions durables mieux adaptées et mieux coordonnées pour le retour des familles déplacées. Des premières mesures ont été prises pour soutenir la transition de l'aide humanitaire vers une action axée sur le développement, et notamment pour	L'analyse des risques liés aux changements climatiques aux niveaux national et local a été incluse dans les domaines de travail prioritaires tels que l'analyse et le renforcement des capacités, de manière à aider le Gouvernement à renforcer la paix et la sécurité au moyen de politiques d'action climatique et d'atténuation de leurs effets	Un accord sur les solutions durables permettant de faire le lien entre les mécanismes de coordination locaux et les mécanismes fédéraux est élaboré et mis en œuvre sous la direction du Gouvernement et avec l'appui d'un dispositif de coordination solide. Le pays prend en charge les activités humanitaires et les programmes de développement de manière accrue, en	L'analyse des changements climatiques contribue aux dialogues sur la résilience climatique et à l'élaboration de solutions durables et d'actions climatiques participatives, et éclaire les politiques et les programmes climatiques menés par le Gouvernement. Le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable établi pour 2025-2029 met l'accent sur le climat

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
		promouvoir une plus grande appropriation nationale à cet égard	mettant l'accent sur le développement durable	et les solutions durables

## Produits

25. On trouvera dans le tableau 5 les produits retenus pour la Mission.

Tableau 5

### Produits retenus pour la période 2023-2025, par catégorie et sous-catégorie

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
<b>A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts</b>				
<b>Documentation destinée aux organes délibérants</b> (nombre de documents)	<b>4</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>3</b>
1. Rapports du Secrétaire général au Conseil de sécurité	4	3 <sup>a</sup>	3	3
<b>Services fonctionnels pour les réunions</b> (nombre de réunions de trois heures)	<b>4</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>3</b>
2. Séances du Conseil de sécurité	4	3	3	3
<b>B. Création et transfert de connaissances</b>				
<b>Projets sur le terrain et projets de coopération technique</b> (nombre de projets)	<b>24</b>	<b>17</b>	<b>25</b>	<b>25</b>
3. Projets portant sur la réconciliation nationale et le rôle des femmes dans la paix et la sécurité	—	—	1	1
4. Organisation d'activités d'information du public dans tout le pays visant à renforcer la cohésion sociale et l'état de droit, le développement socioéconomique, le développement à plus long terme, le relèvement et la reconstruction	24	17	24	24
<b>Séminaires, ateliers et activités de formation</b> (nombre de jours)	<b>86</b>	<b>163</b>	<b>131</b>	<b>153</b>
5. Ateliers sur les droits des femmes, la participation des femmes aux processus électoraux et à la vie politique, et les objectifs de développement durable	5	6	5	5
6. Ateliers de formation et activités de sensibilisation sur les techniques de médiation et de négociation, le rôle des femmes dans la paix et la sécurité, les élections transparentes et inclusives, les obligations en matière de communication de l'information prévues par les traités internationaux, la surveillance des droits humains et la communication de l'information correspondante, ainsi que sur les droits des femmes et des personnes en situation de handicap	66	142	116	145
7. Ateliers sur le dialogue et la participation politiques et l'autonomisation politique des jeunes	15	15	10	—
8. Ateliers visant à dresser le bilan des dialogues sur les risques et la résilience liés à la sécurité climatique et à en faire l'examen	—	—	—	3
<b>Publications</b> (nombre de publications)	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
9. Rapports sur le renforcement de la participation des femmes à la vie politique et sur les difficultés et les besoins des Iraquiennes au moment où elles entrent en politique	—	—	1	1
<b>Activités ou documentation techniques</b> (nombre d'activités ou de documents)	<b>139</b>	<b>140</b>	<b>119</b>	<b>120</b>
10. Manuel sur la prise en compte des questions de genre dans les processus électoraux	1	—	—	—

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
11. Analyses et études de cas sur les risques liés au climat, à la paix et à la sécurité	—	—	—	5
12. Rapports sur les violations des droits humains et la situation en matière de droits humains en Iraq, les victimes civiles, le respect par le Gouvernement du droit des droits humains et du droit international humanitaire, la protection de l'enfance et les violences sexuelles liées aux conflits, le registre électoral biométrique et l'amélioration de la gestion des résultats des élections, ainsi que les principaux problèmes de développement, de stabilisation et de reconstruction dans les provinces	130	132	110	110
13. Manuel sur les élections destinées à la Haute Commission électorale indépendante et à la Commission électorale indépendante de la Région du Kurdistan	8	8	8	4
14. Documents de planification et documents techniques sur le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable pour l'Iraq et la stratégie commune de mobilisation des ressources, ainsi que sur le soutien stratégique apporté au programme gouvernemental de reconstruction et de stabilisation (programme de relèvement et de résilience)	—	—	1	1
<b>Missions d'établissement des faits, de suivi et d'enquête (nombre de missions)</b>	<b>320</b>	<b>320</b>	<b>320</b>	<b>330</b>
15. Missions de suivi des institutions de maintien de l'état de droit, notamment des lieux de détention et des procès, à Bagdad et à Erbil	180	180	180	125
16. Missions d'établissement des faits sur l'administration de la justice au sein du système juridique et auprès des responsables de l'application des lois afin d'assurer le suivi des cas de violations présumées des droits humains	85	85	85	150
17. Missions de suivi relatives aux violences sexuelles liées aux conflits et aux enfants touchés par des conflits armés, ainsi qu'à la protection des droits des minorités, des personnes déplacées et des personnes en situation de handicap, dont des échanges avec quatre organisations s'occupant de questions relatives aux droits des personnes handicapées	55	55	55	55

### C. Activités de fond

**Bons offices** : réunions de facilitation et tables rondes visant à favoriser la réconciliation nationale et intercommunautaire et à renforcer la coopération entre les interlocuteurs y participant ; apport d'un appui supplémentaire aux interlocuteurs politiques et autres irakiens, dont les membres de la société civile, les jeunes et les communautés, en vue de faire avancer le processus politique et de promouvoir la réconciliation ; appui à l'amélioration des relations entre Bagdad et Erbil et des relations régionales ; réformes législatives et réglementaires en matière électorale ; rapatriement des nationaux du Koweït et d'États tiers ou de leurs dépouilles, et restitution des biens koweïtiens ; mission de bons offices, en mettant l'accent sur la promotion de la représentation des femmes et des jeunes et de leur participation active à la vie politique et aux processus électoraux ; facilitation de dialogues sur la résilience climatique concernant l'utilisation de l'eau et des terres au niveau infranational, lorsque ces questions sont des facteurs de conflit liés au climat, afin de promouvoir un règlement pacifique des différends et de renforcer la coopération à des fins d'adaptation aux changements climatiques.

**Consultations, conseils et action en faveur de telle ou telle cause** : consultations sur les questions de stabilisation, de reconstruction et de développement ; conseils sur le partage des ressources, la réforme du secteur de la sécurité et la décentralisation de l'autorité administrative et fiscale ; consultations et conseils sur les initiatives de réforme de la loi électorale et le contrôle parlementaire ; conseils et collaboration visant à renforcer les capacités des institutions électorales irakiennes et la confiance du public dans ces institutions ; consultations et activités de sensibilisation à des questions relatives aux droits humains, en particulier aux questions concernant la protection des libertés de réunion et d'expression, les droits des femmes et des minorités, la protection contre les disparitions forcées, la protection de l'enfance et l'administration de la justice.

**Bases de données et supports numériques** : base de données sur les cas de violence à l'égard des femmes dans la sphère politique recensés dans le contexte des élections législatives de 2025 ; utilisation et maintenance du système géospatial d'appréciation de la situation pour doter la Mission d'un système de gestion de l'information normalisé pour les incidents et événements devant faire l'objet d'un suivi.

**D. Activités de communication**

**Programmes d'information, manifestations spéciales et supports d'information** : manifestations spéciales autour de certaines journées des Nations Unies ; organisation d'activités de sensibilisation de la population sur la transition des efforts humanitaires vers des solutions durables et le développement durable, y compris en lien avec les changements climatiques ; supports d'information à l'appui d'une approche commune des Nations Unies ; bulletin d'information bimensuel et annuaire des travaux des Nations Unies en Iraq ; supports d'information établis par des entités des Nations Unies sur les objectifs de développement durable ; revues des médias deux fois par jour ; renforcement des capacités des professionnels des médias irakiens en matière de lutte contre la désinformation et la désinformation sur les médias sociaux.

**Relations extérieures et relations avec les médias** : conférences de presse, communiqués de presse et articles de presse, dont des articles d'opinion, en trois langues sur les travaux de la Mission et de l'équipe de pays des Nations Unies

**Plateformes numériques et contenus multimédias** : diffusion d'informations au moyen du site Web de la Mission et des comptes de médias sociaux, y compris des produits multimédias portant sur la Mission ; deux fiches d'information et un document regroupant les questions fréquemment posées sur les élections en Iraq et le rôle de l'ONU dans leur organisation, ainsi que sur les Nations Unies en Iraq et les manifestations en rapport avec l'Iraq ; participation à des campagnes à l'échelle des Nations Unies et diffusion de produits provenant du Siège de l'Organisation des Nations Unies.

<sup>a</sup> Conformément à la résolution [2631 \(2022\)](#) du Conseil de sécurité, la périodicité des rapports au Conseil est passée de quatre à trois rapports et réunions par an.

## B. Postes et autres objets de dépense proposés pour 2025

### 1. Montant total des ressources nécessaires

#### Ressources nécessaires (budget ordinaire)

Tableau 6

#### Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	2023		2024		2025	Variation
	Crédits ouverts	Dépenses effectives	Crédits ouverts		Montant nécessaire	2025-2024 Augmentation/ (diminution)
	(1)	(2)	(3)		(4)	(5) = (4) – (3)
Militaires et personnel de police	4 939,7	4 583,1	5 099,8		4 793,8	(306,0)
Personnel civil	75 964,9	79 306,4	76 928,7		82 795,2	5 866,5
Dépenses opérationnelles	16 006,0	15 110,2	16 098,0		15 613,6	(484,4)
<b>Total (déduction faite des contributions du personnel)</b>	<b>96 910,6</b>	<b>98 999,7</b>	<b>98 126,5</b>		<b>103 202,6</b>	<b>5 076,1</b>

Tableau 7

#### Ressources humaines

	Personnel recruté sur le plan international										Personnel recruté sur le plan national			Volontaires des Nations Unies			
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	Service mobile	Services généraux	Total partiel	Administrateurs	Agents locaux	Total partiel	Volontaires recrutés sur le plan international	Volontaires recrutés sur le plan national	Total partiel
Effectif approuvé pour 2024	1	2 <sup>a</sup>	1	6	16	45	51	5	151	–	278	124	372	496	–	2	2 776
Effectif proposé pour 2025	1	2 <sup>a</sup>	1	6	17	44	51	5	151	–	278	124	365	489	2	3	5 772
<b>Variation</b>	–	–	–	–	1	(1)	–	–	–	–	–	–	(7)	(7)	2	1	3 (4)

<sup>a</sup> Les dépenses afférentes à un des emplois sont prises en charge à parts égales par la MANUSOM et le Bureau de la coordination des activités de développement.

26. Le montant des ressources demandées pour 2025 pour la MANUI s'élève à 103 202 600 dollars (déduction faite des contributions du personnel) et permettrait de couvrir les dépenses correspondant au déploiement de 245 membres des contingents des Nations Unies (4 793 800 dollars), les dépenses de personnel civil recouvrant les traitements, les dépenses communes de personnel et la prime de danger (82 795 200 dollars) afférents à 772 postes et emplois de temporaire (1 SGA, 2 SSG, 1 D-2, 6 D-1, 17 P-5, 44 P-4, 51 P-3, 5 P-2, 151 SM, 124 AN, 365 AL, 2 VNU recruté(e)s sur le plan international et 3 VNU recruté(e)s sur le plan national) et à la création de 3 emplois de VNU, ainsi que les dépenses opérationnelles (15 613 600 dollars) liées aux consultants et services de consultants (164 000 dollars), aux voyages officiels (844 400 dollars), aux installations et infrastructures (4 742 900 dollars), aux transports terrestres (890 000 dollars), aux opérations aériennes (4 997 200

*Note* : Les abréviations ci-après sont utilisées dans les tableaux : AL = agent(e) local(e) ; AN = administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national ; SGA = secrétaire général(e) adjoint(e) ; SM = agent(e) du Service mobile ; SSG = sous-secrétaire général(e) ; VNU = Volontaire des Nations Unies.

dollars), aux communications et à l'informatique (2 596 500 dollars), à la santé (357 400 dollars) et aux fournitures, services et matériel divers (1 021 200 dollars).

27. L'augmentation des ressources demandées pour 2025 par rapport au montant des crédits ouverts pour 2024 tient à l'effet combiné des facteurs suivants :
- a) Une augmentation de 5 866 500 dollars des dépenses afférentes au personnel civil, imputable à la hausse du montant des traitements pour : i) le personnel recruté sur le plan international, en raison de l'application d'un taux pour les dépenses communes de personnel plus élevé que celui appliqué dans le budget approuvé de 2024 ; ii) les administrateurs(trices) recruté(e)s sur le plan national et les agent(e)s locaux(ales) en raison de la hausse du barème des traitements promulguée en février 2024 mais avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> mars 2023, ainsi que de l'application de taux de vacance de postes inférieurs aux taux approuvés pour 2024 ; iii) les Volontaires des Nations Unies, en raison de la proposition de création de trois emplois (2 emplois soumis à recrutement international et 1 emploi soumis à recrutement national) ;
  - b) Une diminution nette de 306 000 dollars des dépenses afférentes aux militaires et au personnel de police, qui s'explique principalement par la baisse des montants demandés pour : i) les frais de voyage (déploiement, relève et rapatriement) comme suite à la dernière lettre d'attribution ; ii) les rations, du fait de la modification du lieu de déploiement prévu de 25 membres de l'Unité de gardes, qui se rendront à Kirkouk plutôt qu'à Mossoul, ce qui entraînera une baisse des dépenses liées aux rations ; iii) les indemnités de décès et d'invalidité, en raison d'une révision à la baisse des estimations basées sur l'historique des dépenses ;
  - c) Une diminution nette de 484 400 dollars des dépenses opérationnelles imputable à la réduction des ressources demandées pour : i) les installations et les infrastructures, en raison de la diminution du nombre de projets entrepris, de la baisse des coûts des services d'entretien compte tenu des derniers tarifs contractuels et de la baisse des dépenses relatives aux services collectifs de distribution et aux services d'élimination des ordures, en raison du recours accru aux énergies renouvelables et de l'optimisation de la consommation d'énergie ; ii) la rubrique Communications et informatique, en raison des efforts visant à réduire l'achat de matériel et du transfert prévu de matériel informatique comprenant des ordinateurs portables et des serveurs informatiques en provenance de l'Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes (UNITAD) ; iii) les transports terrestres, en raison des travaux entrepris pour maximiser l'utilisation des véhicules existants et des véhicules qui seront transférés en provenance de l'UNITAD, de sorte qu'il ne sera pas nécessaire d'acheter des véhicules en 2025 ; iv) les voyages officiels, en raison du recours accru à la visioconférence, notamment en ce qui concerne les voyages dans la zone de la Mission et les activités de formation. Les diminutions susmentionnées sont en partie compensées par une augmentation des ressources nécessaires au titre des opérations aériennes due à la hausse des coûts contractuels de location et d'exploitation des deux avions de la Mission.

#### **Taux de vacance**

28. Les taux de vacance ayant servi à l'établissement du budget sont fondés sur les taux enregistrés à ce jour. Ils ont été calculés en tenant compte du taux de vacance moyen sur 12 mois enregistré en 2023 et du taux de vacance effectif au 31 mars 2024, le plus bas des deux ayant servi à l'établissement du budget. Cette méthode est conforme aux orientations générales visant à améliorer l'exactitude et la cohérence des taux de vacance retenus aux fins de l'établissement des projets de budget pour l'exercice 2025 et à garantir que les taux proposés sont fondés, dans toute la mesure possible, sur les taux effectifs. Un taux de vacance de 50 % a été retenu aux fins du calcul des coûts relatifs aux postes et emplois de temporaire qu'il est proposé de créer ou de réaffecter.



Tableau 8  
**Taux de vacance**

(En pourcentage)

<i>Catégorie</i>	<i>2023 (taux effectif moyen)</i>	<i>Taux approuvé pour 2024</i>	<i>Taux effectif au 31 mars 2024</i>	<i>Taux proposé pour 2025</i>
<b>Militaires et personnel de police</b>				
Contingents	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Personnel civil</b>				
Personnel recruté sur le plan international	14,6	13,3	15,8	14,6
Personnel recruté sur le plan national				
Administrateurs	9,4	9,8	12,1	9,4
Agents locaux	7,9	8,3	8,3	7,9
Volontaires des Nations Unies				
Volontaires recrutés sur le plan international	—	—	—	50,0
Volontaires recrutés sur le plan national	0,0	0,0	0,0	0,0

## 2. Effectifs nécessaires

29. Le tableau d'effectifs proposé pour 2025 fait apparaître une diminution nette de quatre emplois de temporaire. Il est proposé de faire évoluer les effectifs comme suit : création de trois emplois de Volontaire des Nations Unies, suppression de sept postes, reclassement d'un poste et réaffectation de deux postes.
30. On trouvera à l'annexe II du présent rapport des organigrammes.

### a) Représentante spéciale du Secrétaire général

Tableau 9

#### Effectifs nécessaires : Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général

	Personnel recruté sur le plan international										Personnel recruté sur le plan national			Volontaires des Nations Unies					
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	Service mobile	Services généraux	Total partiel	Administrateurs	Agents locaux	Total partiel	Volontaires recrutés	Volontaires recrutés	Total partiel	Total	
															sur le plan international	sur le plan national			
Équipe de direction du Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général																			
Effectif approuvé pour 2024	1	–	–	–	1	–	1	–	2	–	5		–	–	–	–	–	–	5
Effectif proposé pour 2025	1	–	–	–	1	–	1	–	2	–	5		–	–	–	–	–	–	5
Variation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–		–	–	–	–	–	–	–
Groupe de la protection des femmes																			
Effectif approuvé pour 2024	–	–	–	–	1	–	–	–	–	–	1		–	–	–	–	–	–	1
Effectif proposé pour 2025	–	–	–	–	1	–	–	–	–	–	1		–	–	–	–	–	–	1
Variation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–		–	–	–	–	–	–	–

	Personnel recruté sur le plan international										Personnel recruté sur le plan national			Volontaires des Nations Unies					
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	Service mobile	Services généraux	Total partiel	Administrateurs	Agents locaux	Total partiel	Volontaires recrutés sur le plan international	Volontaires recrutés sur le plan national	Total partiel	Total	
Groupe des questions de genre																			
Effectif approuvé pour 2024	–	–	–	–	1	–	–	–	–	–	1		2	–	2	–	–	–	3
Effectif proposé pour 2025	–	–	–	–	1	–	–	–	–	–	1		2	–	2	–	–	–	3
Variation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–		–	–	–	–	–	–	–
Groupe de la protection de l'enfance																			
Effectif approuvé pour 2024	–	–	–	–	–	1	–	–	–	–	1		1	–	1	–	–	–	2
Effectif proposé pour 2025	–	–	–	–	–	1	–	–	–	–	1		1	–	1	–	–	–	2
Variation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–		–	–	–	–	–	–	–
Bureau du Chef de cabinet																			
Effectif approuvé pour 2024	–	–	1	–	2	2	5	–	2	–	12		9	4	13	–	–	–	25
Effectif proposé pour 2025	–	–	1	–	2	2	5	–	2	–	12		9	4	13	–	–	–	25
Variation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–		–	–	–	–	–	–	–
Bureau des droits de l'homme																			
Effectif approuvé pour 2024	–	–	–	1	2	4	6	1	1	–	15		15	10	25	–	–	–	40
Effectif proposé pour 2025	–	–	–	1	2	4	6	1	1	–	15		15	10	25	–	–	–	40
Variation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–		–	–	–	–	–	–	–
Bureau de la communication stratégique et de l'information																			
Effectif approuvé pour 2024	–	–	–	1	1	1	1	1	–	–	5		9	5	14	–	–	–	19
Effectif proposé pour 2025	–	–	–	1	1	1	1	1	–	–	5		9	5	14	–	–	–	19
Variation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–		–	–	–	–	–	–	–
Section de la sécurité																			
Effectif approuvé pour 2024	–	–	–	–	1	5	5	2	81	–	94		10	116	126	–	–	–	220
Effectif proposé pour 2025	–	–	–	–	1	5	5	2	81	–	94		10	110	120	2	1	3	217
Variation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–		–	(6)	(6)	2	1	3	(3)
Total																			
Effectif approuvé pour 2024	1	–	1	2	9	13	18	4	86	–	134		46	135	181	–	–	–	315

	Personnel recruté sur le plan international											Personnel recruté sur le plan national			Volontaires des Nations Unies				
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	Service mobile	Services généraux	Total partiel	Administrateurs	Agents locaux	Total partiel	Volontaires recrutés sur le plan international	Volontaires recrutés sur le plan national	Total partiel	Total	
Effectif proposé pour 2025	1	–	1	2	9	13	18	4	86	–	134		46	129	175	2	1	3	312
Variation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–		–	(6)	(6)	2	1	3	(3)

31. La Représentante spéciale du Secrétaire général assure les fonctions de Chef de la Mission, avec l'appui de ses proches collaborateurs. Elle est également l'interlocutrice désignée de l'ONU pour les questions de sécurité en Iraq. Les unités administratives ci-après rendent compte directement à la Représentante spéciale : le Groupe de la protection des femmes ; le Groupe des questions de genre ; le Groupe de la protection de l'enfance ; le Bureau du Chef de cabinet ; le Bureau des droits de l'homme ; le Bureau de la communication stratégique et de l'information ; la Section de la sécurité ; l'Appui à la Mission.

Tableau 10

**Changements proposés : Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général**

Unité administrative	Emplois				
	Variation	Classe	Titre ou fonction	Modification	Description
Section de la sécurité	-1	SM	Agent(e) de protection rapprochée	Réaffectation	}
	+1	SM	Assistant(e) administratif(ve)	Réaffectation	
	-6	AL	Opérateur(trice) radio (sécurité sur le terrain)	Suppression	3 à Kirkouk et 3 à Bassora
	+3	VNU	Assistant(e) à la sécurité	Création	2 emplois soumis à recrutement international et 1 emploi soumis à recrutement national
<b>Total</b>	<b>(3)</b>				

32. Les changements ci-après sont proposés pour 2025 :

**Section de la sécurité**

- a) Réaffectation d'un poste d'agent(e) de protection rapprochée (Service mobile) en poste d'assistant(e) administratif(ve) (Service mobile) afin de doter l'équipe de sécurité intégrée de la MANUI d'une capacité d'appui spécialisé, conformément aux recommandations formulées dans le rapport consacré à la procédure ad hoc de gestion des risques de sécurité, publié en janvier 2024. Conformément à la recommandation du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/78/7/Add.6), approuvée par l'Assemblée générale dans sa résolution 78/253, le Département de la sûreté et de la sécurité a procédé à une évaluation des risques qui a révélé la nécessité de créer un poste administratif spécialisé au sein de la Section afin de coordonner la gestion des permanences. Le (la) titulaire de ce nouvel emploi serait chargé(e) d'apporter un soutien administratif et de coordonner la formation, de gérer les procédures administratives relatives aux mouvements du personnel de sécurité et de remplir des fonctions administratives et logistiques auprès des entités chargées de la sécurité au sein de l'équipe de pays des Nations Unies. Cet emploi devrait permettre à la Section de fournir des services de sécurité plus efficaces à ses clients en Iraq. La réaffectation proposée vise à combler

ce manque de capacité au sein de la Section de la sécurité en puisant dans les ressources existantes de celle-ci ;

- b) Suppression de six postes d'opérateur(trice) radio (sécurité sur le terrain) [agent(e)s locaux(ales)], trois à Kirkouk et trois à Bassora. Les coûts y afférents sont partagés au titre d'un accord de partage des coûts liés à la sécurité locale et sont administrés dans le cadre du tableau d'effectifs de la MANUI, et les entités des Nations Unies participantes ont indiqué que ces capacités ne seraient plus nécessaires et que leurs contributions ne seraient donc pas maintenues en 2025, compte tenu de la réduction de la présence et des mouvements du système de gestion de la sécurité des Nations Unies dans la région. Dans ce contexte, sur la base d'une évaluation entreprise par le Département de la sûreté et de la sécurité, il a été déterminé que certaines tâches relevant de ces postes pourraient être regroupées dans les centres des opérations de sécurité d'Erbil et de Bagdad, tandis que les autres tâches seraient redistribuées entre les trois opérateurs(trices) radio (sécurité sur le terrain) [agent(e)s locaux(ales)] restant(e)s à Kirkouk et à Bassora, respectivement ;
- c) Création de trois emplois d'assistant(e) à la sécurité (deux emplois de Volontaire des Nations Unies recruté(e) sur le plan international et un emploi de Volontaire des Nations Unies recruté(e) sur le plan national) dont les titulaires seront chargés de contribuer à un examen approfondi de toutes les fonctionnalités d'appui à la sécurité et des activités connexes à l'appui de 220 membres du personnel. La création de ces emplois aidera la Section de la sécurité à contrôler les cartes d'identité et les badges ; à organiser des formations en matière de sécurité et à intégrer la dimension de genre dans les questions de sécurité ; à traiter tous les achats, y compris les commandes de matériel, de biens, de services, de contrats et de projets pour la Section.

Tableau 11

**Effectifs nécessaires : Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix**

	Personnel recruté sur le plan international											Personnel recruté sur le plan national		Volontaires des Nations Unies				
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	Service mobile	Services généraux	Total partiel	Administrateurs	Agents locaux	Total partiel	Volontaires recrutés sur le plan international	Volontaires recrutés sur le plan national	Total partiel	Total
Effectif approuvé pour 2024	–	–	–	–	–	2	2	–	–	–	4	–	–	–	–	–	–	4
Effectif proposé pour 2025	–	–	–	–	–	2	2	–	–	–	4	–	–	–	–	–	–	4
Variation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–

33. L'Équipe Iraq de la Division du Moyen-Orient et la Division de l'assistance électorale du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix (2 P-4 et 2 P-3) offrent un soutien à la Mission depuis le Siège de l'Organisation, à New York. Dans le cadre de l'exécution du mandat de la Mission, il est essentiel que le Département puisse continuer de fournir le soutien nécessaire. Le Département est notamment chargé d'offrir un appui opérationnel, d'aider à la définition et à la hiérarchisation d'objectifs stratégiques essentiels et d'établir le dialogue avec le Conseil de sécurité, les États Membres et les autres partenaires majeurs sur les plans régional et international.

**b) Bureau du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général chargé des affaires politiques et de l'assistance électorale**

Tableau 12

**Effectifs nécessaires : Bureau du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général chargé des affaires politiques et de l'assistance électorale**

	Personnel recruté sur le plan international											Personnel recruté sur le plan national			Volontaires des Nations Unies				
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	Service mobile	Services généraux	Total partiel	Administrateurs	Agents locaux	Total partiel	Volontaires recrutés sur le plan international	Volontaires recrutés sur le plan national	Total partiel	Total	
Équipe de direction																			
Effectif approuvé pour 2024	–	1	–	–	–	1	1	–	1	–	4		–	1	1	–	–	–	5
Effectif proposé pour 2025	–	1	–	–	–	1	1	–	1	–	4		–	1	1	–	–	–	5
Variation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–		–	–	–	–	–	–	–
Bureau de liaison de Téhéran																			
Effectif approuvé pour 2024	–	–	–	1	–	1	–	–	–	–	2		1	1	1	–	–	–	4
Effectif proposé pour 2025	–	–	–	1	–	1	–	–	–	–	2		1	1	1	–	–	–	4
Variation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–		–	–	–	–	–	–	–
Bureau des affaires politiques et de l'analyse																			
Effectif approuvé pour 2024	–	–	–	1	3	9	12	–	1	–	26		32	10	42	–	2	2	70
Effectif proposé pour 2025	–	–	–	1	3	9	12	–	1	–	26		32	10	42	–	2	2	70
Variation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–		–	–	–	–	–	–	–
Bureau de l'assistance électorale																			
Effectif approuvé pour 2024	–	–	–	1	2	2	–	–	–	–	5		2	5	7	–	–	–	12
Effectif proposé pour 2025	–	–	–	1	2	2	–	–	–	–	5		2	5	7	–	–	–	12
Variation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–		–	–	–	–	–	–	–
Total																			
Effectif approuvé pour 2024	–	1	–	3	5	13	13	–	2	–	37		35	17	52	–	2	2	91
Effectif proposé pour 2025	–	1	–	3	5	13	13	–	2	–	37		35	17	52	–	2	2	91
Variation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–		–	–	–	–	–	–	–

34. À la tête de la composante politique de la MANUI, le Représentant spécial adjoint chargé des affaires politiques et de l'assistance électorale supervise les activités du Bureau de liaison de Téhéran, du Bureau des affaires politiques et de l'analyse et du Bureau de l'assistance électorale.

Tableau 13

**Changements proposés : Bureau du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général chargé des affaires politiques et de l'assistance électorale**

Unité administrative	Emplois				
	Variation	Classe	Titre ou fonction	Modification	Description
Équipe de direction	+1	P-4	Conseiller(ère) (climat, paix et sécurité)	Réaffectation	}
Bureau des affaires politiques et de l'analyse	-1	P-4	Spécialiste des questions politiques	Réaffectation	
<b>Total</b>	–				

35. Le changement ci-après est proposé pour 2025 : réaffectation d'un poste de spécialiste des affaires politiques (P-4) du Bureau des affaires politiques et de l'analyse, qui deviendra un poste de conseiller(ère) (climat, paix et sécurité) (P-4) au sein de l'équipe de direction afin d'aider la Mission et ses dirigeants à faire face à la place de plus en plus importante accordée aux effets néfastes des changements climatiques dans le mandat de la MANUI, tel que mentionné dans les résolutions [2576 \(2021\)](#), [2631 \(2022\)](#) et [2682 \(2023\)](#) du Conseil de sécurité. Ce poste permettra à la Mission d'analyser les facteurs de conflit liés au climat, d'intégrer la problématique des changements climatiques dans ses travaux et de renforcer le soutien qu'elle apporte aux dialogues sur la résilience climatique afin de promouvoir l'action climatique à l'appui des politiques gouvernementales. Cette capacité permettra en outre à la Mission de faire usage de ses bons offices et de mener des activités de plaidoyer dans le cadre de dialogues spécifiquement organisés pour renforcer la stabilité politique, la paix et la sécurité d'une manière intégrée et coordonnée, en faisant en sorte que la population dans son ensemble puisse s'engager et participer de manière significative, en particulier les femmes et les jeunes.

**c) Bureau du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général chargé du développement et des affaires humanitaires**

Tableau 14

**Effectifs nécessaires : Bureau du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général chargé du développement et des affaires humanitaires**

	Personnel recruté sur le plan international										Personnel recruté sur le plan national			Volontaires des Nations Unies			
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	Service mobile	Services généraux	Total partiel	Administrateurs	Agents locaux	Total partiel	Volontaires recrutés sur le plan international	Volontaires recrutés sur le plan national	Total partiel Total
<b>Équipe de direction</b>																	
Effectif approuvé pour 2024	–	1	–	–	–	1	–	–	1	–	3	–	1	1	–	–	–
Effectif proposé pour 2025	–	1	–	–	–	1	–	–	1	–	3	–	1	1	–	–	–
<b>Variation</b>	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
<b>Bureau de l'appui au développement</b>																	
Effectif approuvé pour 2024	–	–	–	–	–	1	2	1	–	–	4	18	2	20	–	–	–

	Personnel recruté sur le plan international											Personnel recruté sur le plan national		Volontaires des Nations Unies					
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	Service mobile	Services généraux	Total partiel	Administrateurs	Agents locaux	Total partiel	Volontaires recrutés sur le plan international	Volontaires recrutés sur le plan national	Total partiel	Total	
Effectif proposé pour 2025	–	–	–	–	1	–	2	1	–	–	4		18	2	20	–	–	–	24
Variation	–	–	–	–	1 (1)	–	–	–	–	–	–		–	–	–	–	–	–	–
Total																			
Effectif approuvé pour 2024	–	1	–	–	–	2	2	1	1	–	7		18	3	21	–	–	–	28
Effectif proposé pour 2025	–	1	–	–	–	2	2	1	1	–	7		18	3	21	–	–	–	28
Variation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–		–	–	–	–	–	–	–

36. Le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général chargé du développement et des affaires humanitaires dirige le Bureau de l'appui au développement de la Mission et est chargé d'aider la Représentante spéciale du Secrétaire général à promouvoir et à faciliter les activités relatives à l'aide humanitaire et au développement durable, y compris en se coordonnant avec le Gouvernement iraquien et l'équipe de pays des Nations Unies. Également Coordonnateur résident et Coordonnateur de l'action humanitaire, il dirige l'équipe de pays des Nations Unies et coordonne l'appui des donateurs internationaux. Il est assisté par une équipe de direction et par un Bureau de l'appui au développement, chargés de la coordination et du suivi des programmes de développement à court et à long terme, conformément au mandat de la Mission et au Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable.
37. Le Bureau de l'appui au développement favorise la coordination des travaux du Représentant spécial adjoint avec les responsables gouvernementaux et l'équipe de pays des Nations Unies dans les domaines liés au développement et aux solutions durables, notamment celles liées aux changements climatiques. Il entretient des liens essentiels dans les bureaux locaux de la Mission, à l'appui de la triple fonction du Représentant spécial adjoint (Coordonnateur résident et Coordonnateur de l'action humanitaire), ainsi qu'avec les organismes, fonds et programmes des Nations Unies, les autorités locales, les organisations non gouvernementales, les chefs tribaux et d'autres acteurs, afin d'aider le Gouvernement iraquien à surmonter les difficultés socioéconomiques et climatiques immédiates qui menacent la paix et la sécurité. Il facilite l'accès des intervenants humanitaires et des acteurs du développement à différentes régions et provinces en collaborant avec des représentants d'administrations locales et d'autres interlocuteurs de premier plan.

Tableau 15

**Changements proposés : Bureau du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général chargé du développement et des affaires humanitaires**

Unité administrative	Emplois				
	Variation	Classe	Titre ou fonction	Modification	Description
Bureau de l'appui au développement	-1	P-4	Coordonnateur(trice)	Reclassement	}
	+1	P-5	Coordonnateur(trice) hors classe	Reclassement	
<b>Total</b>	–				

38. Compte tenu du rôle important joué par le Bureau du Représentant spécial adjoint/Coordonnateur résident/Coordonnateur de l'action humanitaire dans une mission intégrée et des mesures prises pour lui permettre d'assurer ses fonctions, le Secrétariat continue de renforcer la cohérence et la collaboration entre les composantes de la Mission. Il est nécessaire que celle-ci soit dotée d'une équipe bien dimensionnée pour aider le Bureau à remplir sa fonction transversale et à coordonner les activités des différentes unités administratives qu'il chapeaute. Afin de disposer de capacités prévisibles et stables, le Secrétariat a conduit un premier examen, sur lequel il s'est appuyé pour entreprendre une étude approfondie de 11 missions en vue de formuler une approche commune permettant d'évaluer objectivement les ressources supplémentaires dont le Bureau a besoin en matière d'appui à la gestion et à la coordination, tant pour les missions de maintien de la paix que pour les missions politiques spéciales. Il est ressorti de cette étude que le Bureau nécessitait l'appui d'une personne chevronnée et que le niveau de ce poste dépendait de deux facteurs : a) le nombre d'unités administratives placées sous la responsabilité du Bureau ; b) le nombre de tâches opérationnelles confiées au Bureau.
39. Sur la base d'un examen du nombre d'unités et de tâches attribuées au Bureau au sein de la MANUI, le changement ci-après est proposé pour 2025 : reclassement d'un poste de coordonnateur(trice) (P-4) en un poste de coordonnateur(trice) hors classe (P-5) afin de disposer d'une capacité spécialisée pour la gestion et la supervision du Bureau de l'appui au développement ainsi que pour la coordination avec d'autres homologues de l'équipe de pays des Nations Unies. Le (le) titulaire du poste supervisera directement le Bureau et assurera la gestion, l'orientation stratégique et la supervision de ce dernier ; assistera et conseillera le Représentant spécial adjoint/Coordonnateur résident/Coordonnateur de l'action humanitaire dans la coordination, la mise en œuvre, le suivi et l'établissement de rapports concernant la stratégie de la Mission en matière de solutions durables ; dirigera le travail d'élaboration de l'architecture de coordination des solutions durables avec les groupes de coordination régionaux ; collaborera et se coordonnera régulièrement, au plus haut niveau, avec l'ensemble des parties prenantes nationales, notamment dans le cadre de fonctions de représentation, y compris au niveau des gouverneurs et des ministres, avec les dirigeants de la société civile, les responsables d'organisations non gouvernementales et les organisations partenaires chargées de l'exécution ; entretiendra une collaboration étroite avec l'équipe de direction du Représentant spécial adjoint chargé du développement et des affaires humanitaires pendant la transition humanitaire vers le développement durable.

#### d) Appui à la Mission

Tableau 16

#### Effectifs nécessaires : Appui à la Mission

	Personnel recruté sur le plan international										Personnel recruté sur le plan national			Volontaires des Nations Unies			
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	Service mobile	Services généraux	Total partiel	Administrateurs	Agents locaux	Total partiel	Volontaires recrutés sur le plan international	Volontaires recrutés sur le plan national	Total partiel Total
<b>Bureau du Chef de l'appui à la mission</b>																	
Effectif approuvé pour 2024	—	—	—	1	—	1	3	—	2	—	7	2	2	4	—	—	11
Effectif proposé pour 2025	—	—	—	1	—	1	3	—	2	—	7	2	2	4	—	—	11
<b>Variation</b>	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<b>Gestion des opérations et des ressources</b>																	
Effectif approuvé pour 2024	—	—	—	—	1	6	5	—	20	—	32	8	50	58	—	—	90



	Personnel recruté sur le plan international										Personnel recruté sur le plan national			Volontaires des Nations Unies				
														Volontaires recrutés sur le plan international		Volontaires recrutés sur le plan national		Total
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	Service mobile	Services généraux	Total partiel	Administrateurs	Agents locaux	Total partiel				
Effectif proposé pour 2025	–	–	–	–	1	6	5	–	20	–	32	8	50	58	–	–	–	90
<b>Variation</b>	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
<b>Gestion de la chaîne d’approvisionnement et des services</b>																		
Effectif approuvé pour 2024	–	–	–	–	1	6	7	–	33	–	47	15	142	157	–	–	–	204
Effectif proposé pour 2025	–	–	–	–	1	6	7	–	33	–	47	15	141	156	–	–	–	203
<b>Variation</b>	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(1)	(1)	–	–	–	(1)
<b>Total, Appui à la Mission</b>																		
Effectif approuvé pour 2024	–	–	–	1	2	15	16	–	62	–	96	25	217	242	–	–	–	338
Effectif proposé pour 2025	–	–	–	1	2	15	16	–	62	–	96	25	216	241	–	–	–	337
<b>Variation</b>	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(1)	(1)	–	–	–	(1)

40. L'appui à la Mission relève de la responsabilité du (de la) Chef de l'appui à la Mission, qui coordonne et supervise les deux principaux axes de travail, à savoir la gestion des opérations et des ressources et la gestion de la chaîne d'approvisionnement et de la prestation de services.
41. Le (la) Chef de l'appui à la Mission est le (la) principal(e) conseiller(ère) du (de la) Chef de la Mission pour toutes les questions d'appui administratif et logistique. Il (elle) est secondé(e) par les chefs de la gestion des opérations et des ressources, de la gestion de la chaîne d'approvisionnement et de la gestion de la prestation de services.
42. Le pilier Gestion des opérations et des ressources continue de fournir un appui général et de gérer les opérations et les ressources. Le (la) Chef de la gestion des opérations et des ressources supervise la Section des ressources humaines, le Groupe des ressources financières et des résultats, la Section des technologies, les bureaux régionaux d'Erbil et de Kirkouk, la Section des achats, le Groupe de la gestion des marchés et le Groupe de la formation.
43. Le pilier Gestion de la chaîne d'approvisionnement et de la prestation de services est chargé de gérer et de coordonner les flux de marchandises et de services ainsi que d'assurer les principaux services de soutien logistique à toutes les composantes de la Mission et à d'autres clients. Le (la) Chef de la gestion de la chaîne d'approvisionnement et de la prestation de services supervise le Groupe des approvisionnements essentiels, la Section du génie, le Groupe chargé de la gestion intégrée des installations et des questions de qualité de vie, la Section du transport de surface, la Section des services médicaux, le Groupe du soutien psychosocial, la Section de la gestion centralisée des stocks, le Groupe de la planification des acquisitions et des demandes d'achat, la Section du contrôle des mouvements et des opérations aériennes et la Section de la gestion du matériel.

## Gestion de la chaîne d'approvisionnement et des services

Tableau 17

## Changements proposés

Unité administrative	Emplois				
	Variation	Classe	Titre ou fonction	Modification	Description
Section du contrôle des mouvements et des opérations aériennes	-1	AL	Assistant(e) au contrôle des mouvements	Suppression	
<b>Total</b>	<b>-1</b>				

44. Le changement ci-après est proposé pour 2025 : suppression d'un poste d'assistant(e) au contrôle des mouvements [agent(e) local(e)] à Kirkouk, car le poste est vacant depuis plus de deux ans et les fonctions ont été assumées par d'autres emplois.

## Bureau d'appui commun de Koweït

45. Le Bureau d'appui commun de Koweït continuera de fournir des services d'appui à la MANUI, à la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan et à d'autres entités. Aucun changement n'est proposé pour 2025.

Tableau 18

## Bureau d'appui commun de Koweït : effectifs nécessaires

	Personnel recruté sur le plan international										Personnel recruté sur le plan national			Volontaires des Nations Unies			
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	Service mobile	Services généraux	Total partiel	Administrateurs	Agents locaux	Total partiel	Volontaires recrutés sur le plan international	Volontaires recrutés sur le plan national	Total partiel
<b>Section des ressources humaines</b>																	
Effectif approuvé pour 2024	–	–	–	–	–	1	1	–	1	–	3	–	11	11	–	–	–
Effectif proposé pour 2025	–	–	–	–	–	1	1	–	1	–	3	–	11	11	–	–	–
<b>Variation</b>	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
<b>Section des finances</b>																	
Effectif approuvé pour 2024	–	–	–	–	–	1	–	–	5	–	6	–	10	10	–	–	–
Effectif proposé pour 2025	–	–	–	–	–	1	–	–	5	–	6	–	10	10	–	–	–
<b>Variation</b>	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
<b>Section des voyages</b>																	
Effectif approuvé pour 2024	–	–	–	–	–	–	–	–	1	–	1	–	2	2	–	–	–
Effectif proposé pour 2025	–	–	–	–	–	–	–	–	1	–	1	–	2	2	–	–	–
<b>Variation</b>	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–

	<i>Personnel recruté sur le plan international</i>											<i>Personnel recruté sur le plan national</i>		<i>Volontaires des Nations Unies</i>				
														<i>Volontaires recrutés sur le plan international</i>		<i>Volontaires recrutés sur le plan national</i>		<i>Total</i>
	<i>SGA</i>	<i>SSG</i>	<i>D-2</i>	<i>D-1</i>	<i>P-5</i>	<i>P-4</i>	<i>P-3</i>	<i>P-2</i>	<i>Service mobile</i>	<i>Services généraux</i>	<i>Total partiel</i>	<i>Administrateurs</i>	<i>Agents locaux</i>	<i>Total partiel</i>	<i>international</i>	<i>national</i>	<i>partiel Total</i>	
<b>Total</b>																		
Effectif approuvé pour 2024	–	–	–	–	–	2	1	–	7	–	10	–	23	23	–	–	– 33	
Effectif proposé pour 2025	–	–	–	–	–	2	1	–	7	–	10	–	23	23	–	–	– 33	
<b>Variation</b>	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	

### 3. Ressources financières

Tableau 19

#### Ressources financières, par catégorie de dépenses

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>2023</i>		<i>2024</i>		<i>2025</i>	<i>Variation</i>
	<i>Crédits ouverts</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Crédits ouverts</i>		<i>Montant nécessaire</i>	<i>2025-2024 Augmentation/ (diminution)</i>
	<i>(1)</i>	<i>(2)</i>	<i>(3)</i>		<i>(4)</i>	<i>(5) = (4) – (3)</i>
<b>I. Militaires et personnel de police</b>						
Contingents	4 939,7	4 583,1	5 099,8		4 793,8	(306,0)
<b>Total partiel (I)</b>	<b>4 939,7</b>	<b>4 583,1</b>	<b>5 099,8</b>		<b>4 793,8</b>	<b>(306,0)</b>
<b>II. Personnel civil</b>						
Personnel recruté sur le plan international	51 438,6	51 741,0	50 245,0		53 565,2	3 320,2
Administrateurs	9 631,9	10 691,8	10 452,3		11 634,0	1 181,7
Agents locaux	14 829,7	16 750,7	16 168,5		17 447,7	1 279,2
Volontaires des Nations Unies	64,7	122,8	62,9		148,3	85,4
<b>Total partiel (II)</b>	<b>75 964,9</b>	<b>79 306,4</b>	<b>76 928,7</b>		<b>82 795,2</b>	<b>5 866,5</b>
<b>III. Dépenses opérationnelles</b>						
Consultants et services de consultants	287,5	178,6	283,7		164,0	(119,7)
Voyages officiels	1 079,0	816,8	1 014,6		844,4	(170,2)
Installations et infrastructures	6 420,6	6 632,6	5 580,1		4 742,9	(837,2)
Transports terrestres	1 056,5	1 053,9	1 126,3		890,0	(236,3)
Opérations aériennes	3 150,5	3 068,2	3 734,6		4 997,2	1 262,6
Communications et informatique	2 707,0	2 448,7	2 927,5		2 596,5	(331,0)
Santé	334,9	97,3	345,2		357,4	12,2
Fournitures, services et matériel divers	970,0	814,0	1 086,0		1 021,2	(64,8)
<b>Total partiel (III)</b>	<b>16 006,0</b>	<b>15 110,2</b>	<b>16 098,0</b>		<b>15 613,6</b>	<b>(484,4)</b>
<b>Total</b>	<b>96 910,6</b>	<b>98 999,7</b>	<b>98 126,5</b>		<b>103 202,6</b>	<b>5 076,1</b>

#### 4. Analyse des ressources nécessaires

##### Militaires et personnel de police

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2023 (crédits ouverts)	2023 (dépenses effectives)	2024 (crédits ouverts)	2025 (montant nécessaire)	Variation 2025-2024
<b>Contingents</b>	4 939,7	4 583,1	5 099,8	4 793,8	(306,0)

46. Il est proposé d'ouvrir des crédits d'un montant de 4 793 800 dollars pour déployer 245 membres des contingents ; ce montant servirait à financer : a) les remboursements aux gouvernements du coût des contingents aux taux standard (2 809 700 dollars) ; b) les frais de voyage liés au déploiement, à la relève et au rapatriement (618 000 dollars) ; c) l'indemnité de permission (55 800 dollars) ; d) l'indemnité journalière (75 800 dollars) ; e) l'indemnité à verser en cas de décès ou d'invalidité (26 200 dollars) ; f) les rations (1 174 200 dollars) ; g) le matériel majeur (4 800 dollars) ; h) le soutien logistique autonome (29 300 dollars).
47. Un taux de vacance de 0 % a été retenu sur la base du déploiement prévu pour 2025.
48. La diminution tient principalement à la réduction des coûts afférents aux éléments ci-après : a) les voyages (déploiement, relève et rapatriement) comme suite à la dernière lettre d'attribution signée avec le Gouvernement australien concernant la relève de l'Unité de gardes des Nations Unies, dont le personnel était précédemment fourni par les Fidji ; b) les rations, en raison d'un changement dans le déploiement prévu du personnel militaire de Mossoul à Kirkouk, qui entraînera une baisse des dépenses liées aux rations, le budget approuvé pour 2024 prévoyant un effectif de 25 personnes à Mossoul, ainsi que du fait que les frais exceptionnels de mise en route à Mossoul prévus dans le budget approuvé pour 2024 n'ont pas été nécessaires ; c) les indemnités de décès et d'invalidité, en raison d'une révision à la baisse des crédits ouverts basée sur l'historique des dépenses.

##### Personnel civil

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2023 (crédits ouverts)	2023 (dépenses effectives)	2024 (crédits ouverts)	2025 (montant nécessaire)	Variation 2025-2024
<b>Personnel recruté sur le plan international</b>	51 438,6	51 741,6	50 245,0	53 565,2	3 320,2

49. Il est proposé d'ouvrir des crédits d'un montant de 53 565 200 dollars pour couvrir les traitements (25 595 000 dollars), les dépenses communes de personnel (24 711 700 dollars) et la prime de danger (3 258 500 dollars) afférents à 278 postes soumis à recrutement international (1 emploi de Secrétaire général(e) adjoint(e), 2 emplois de Sous-Secrétaire général(e), 1 D-2, 6 D-1, 17 P-5, 44 P-4, 51 P-3, 5 P-2 et 151 SM).
50. Un taux de vacance de 14,6 % a été retenu aux fins du calcul des prévisions de dépenses relatives aux emplois existants, compte tenu du taux effectif moyen enregistré en 2023, et un taux de vacance de 50 % a été appliqué concernant deux postes qu'il est proposé de réaffecter.
51. L'augmentation est principalement due à : a) la révision à la hausse du taux retenu pour les dépenses communes de personnel (96,5%), compte tenu de l'évolution récente des dépenses, le taux appliqué dans le budget approuvé pour 2024 étant de 92,9 % ; b) la révision à la hausse du coefficient d'ajustement appliqué pour l'Iraq, soit 37,8 %, contre 29,4 % dans le budget approuvé pour 2024. Cette augmentation est en partie contrebalancée par l'application d'un taux de vacance de postes de 14,6 %, contre 13,3 % dans le budget approuvé pour 2024, et par la réaffectation proposée de deux postes (1 P-4 et 1 SM), le taux de vacance prévu étant de 50 %.

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2023 (crédits ouverts)	2023 (dépenses effectives)	2024 (crédits ouverts)	2025 (montant nécessaire)	Variation 2025-2024
<b>Administrateurs recrutés sur le plan national</b>	9 631,9	10 691,4	10 452,3	11 634,0	1 181,7

52. Il est proposé d'ouvrir des crédits d'un montant de 11 634 000 dollars pour couvrir les traitements (8 706 300 dollars), les dépenses communes de personnel (2 238 800 dollars) et la prime de danger (688 900 dollars) afférents aux 124 postes d'administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national qui seraient déployés.
53. Un taux de vacance de 9,4 % a été appliqué aux prévisions de dépenses relatives aux postes reconduits, sur la base du taux de vacance effectif moyen enregistré en 2023.
54. L'augmentation s'explique principalement par : a) la révision à la hausse des traitements basée sur le barème des traitements révisé pour l'Iraq, promulgué en février 2024 ; b) l'application, dans le calcul du montant des traitements, d'une classe et d'un échelon moyens plus élevés (AN-C, échelon IX) que ceux prévus dans le budget approuvé pour 2024 (AN-B, échelon IX), compte tenu des effectifs actuels ; c) l'application d'un taux de vacance de postes moins élevé (9,4 %, contre 9,8 % dans le budget approuvé pour 2024).

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2023 (crédits ouverts)	2023 (dépenses effectives)	2024 (crédits ouverts)	2025 (montant nécessaire)	Variation 2025-2024
<b>Agents locaux</b>	14 829,7	16 750,2	16 168,5	17 447,7	1 279,2

55. Il est proposé d'ouvrir des crédits d'un montant de 17 447 700 dollars pour couvrir les traitements (11 838 800 dollars), les dépenses communes de personnel (3 853 600 dollars) et la prime de danger (1 755 300 dollars) afférents aux 365 postes d'agent(e) local(e) qui seraient déployés.
56. Un taux de vacance de 7,9 % a été appliqué aux prévisions de dépenses relatives aux postes reconduits, sur la base du taux de vacance effectif moyen enregistré en 2023.
57. L'augmentation s'explique principalement par : a) la révision à la hausse des traitements basée sur le barème des traitements révisé pour l'Iraq, promulgué en février 2024, par rapport aux montants appliqués dans le budget approuvé pour 2024 ; b) l'application d'un taux de vacance de postes moins élevé (7,9 %, contre 8,3 % dans le budget approuvé pour 2024). L'augmentation des crédits demandés est en partie contrebalancée par le fait qu'il est proposé de supprimer sept postes.

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2023 (crédits ouverts)	2023 (dépenses effectives)	2024 (crédits ouverts)	2025 (montant nécessaire)	Variation 2025-2024
<b>Volontaires des Nations Unies</b>	64,7	122,8	62,9	148,3	85,4

58. Il est proposé d'ouvrir des crédits d'un montant de 148 300 dollars pour financer le déploiement continu de deux Volontaires des Nations Unies recruté(e)s sur le plan national et la création proposée de deux emplois de Volontaire des Nations Unies recruté(e) sur le plan international et d'un emploi de Volontaire des Nations Unies recruté(e) sur le plan national.
59. Un taux de vacance de 0 % a été appliqué aux prévisions relatives aux emplois de Volontaire des Nations Unies recruté(e) sur le plan national reconduits, compte tenu du taux effectif enregistré au

31 mars 2024, et un taux de vacance de 50 % a été appliqué aux prévisions relatives aux trois emplois qu'il est proposé de créer.

60. Cette augmentation s'explique principalement par les ressources supplémentaires nécessaires à la création de deux emplois de Volontaire des Nations Unies recruté(e) sur le plan international et d'un emploi de Volontaire des Nations Unies recruté(e) sur le plan national, afin de fournir une capacité de soutien à la Section de la sécurité.

### Dépenses opérationnelles

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2023 (crédits ouverts)	2023 (dépenses effectives)	2024 (crédits ouverts)	2025 (montant nécessaire)	Variation 2025-2024
<b>Consultants et services de consultants</b>	287,5	178,6	283,7	164,0	(119,7)

61. Il est proposé d'ouvrir des crédits d'un montant de 164 000 dollars pour couvrir les dépenses afférentes à l'emploi de consultants indépendants et de services de consultants qui seraient chargés de fournir des services techniques ou spécialisés sur les questions électorales, les processus législatifs, les audits de cybersécurité, la gestion des dossiers et la formation du personnel de la Mission.
62. La diminution des ressources demandées s'explique principalement par : a) le fait qu'il n'est pas nécessaire de prévoir des frais de consultants indépendants spécialisés dans les droits humains et les changements climatiques, la transformation numérique, la dématérialisation et les solutions durables, les activités de consultation sur ces questions ayant été menées à bien, ainsi que par la réaffectation proposée d'un poste de spécialiste des affaires politiques (P-4), qui deviendra un poste de conseiller(ère) (climat, paix et sécurité) (P-4), comme décrit au paragraphe 36 ci-dessus, et dont le (la) titulaire sera chargé(e) de fournir une capacité interne spécialisée dans les changements climatiques et les solutions durables ; b) le transfert, à la rubrique Santé, des crédits relatifs à l'externalisation des services psychosociaux afin de répondre aux besoins du personnel en la matière.

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2023 (crédits ouverts)	2023 (dépenses effectives)	2024 (crédits ouverts)	2025 (montant nécessaire)	Variation 2025-2024
<b>Voyages officiels</b>	1 079,0	816,8	1 014,6	844,4	(170,2)

63. Il est proposé d'ouvrir des crédits d'un montant de 844 400 dollars pour financer les voyages officiels, à savoir : les voyages qui seront effectués dans la zone de la Mission afin de mener des activités essentielles de dialogue, de médiation et de facilitation avec des interlocuteurs nationaux et des acteurs de la société civile, notamment des organisations non gouvernementales ; de superviser les bureaux locaux et régionaux, de mener des consultations politiques avec des entités locales et de conduire des missions d'établissement des faits, de suivi et d'enquête dans le domaine des droits humains. Les voyages officiels en dehors de la zone de la Mission comprennent ceux que la Représentante spéciale du Secrétaire général et ses hauts collaborateurs effectueront pour mener des consultations politiques de haut niveau avec diverses entités, rencontrer des interlocuteurs haut placés au Siège de l'Organisation et rendre compte de la situation au Conseil de sécurité (550 200 dollars) et les voyages à des fins de formation (294 200 dollars).
64. La diminution s'explique principalement par l'utilisation accrue des services de visioconférence hybrides, dans la mesure du possible, pour les consultations se déroulant au sein de la Mission et les activités de formation.

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2023 (crédits ouverts)	2023 (dépenses effectives)	2024 (crédits ouverts)	2025 (montant nécessaire)	Variation 2025-2024
<b>Installations et infrastructures</b>	6 420,6	6 632,6	5 580,1	4 742,9	(837,2)

65. Il est proposé d'ouvrir des crédits d'un montant de 4 742 900 dollars pour financer les dépenses suivantes : a) matériel de génie (107 800 dollars) ; b) installations préfabriquées (58 300 dollars) ; c) mobilier (94 000 dollars) ; d) matériel de bureau et matériel divers (5 700 dollars) ; e) matériel de sûreté et de sécurité (312 000 dollars) ; f) location de locaux (1 059 100 dollars) ; g) services collectifs de distribution et services d'élimination des ordures (441 600 dollars) ; h) services d'entretien (1 437 800 dollars) ; i) services de sécurité (404 100 dollars) ; j) travaux de construction, de transformation, de rénovation et de gros entretien (400 000 dollars) ; k) papeterie et fournitures de bureau (77 600 dollars) ; l) pièces de rechange et fournitures (118 900 dollars) ; m) matériaux de construction et fournitures pour la défense des périmètres (41 400 dollars) ; n) carburants et lubrifiants (124 600 dollars) ; o) fournitures sanitaires et articles de nettoyage (60 000 dollars).
66. La diminution est principalement due à la baisse des ressources nécessaires pour : a) les travaux de construction, de transformation, de rénovation et de gros entretien, du fait de la diminution du nombre de projets entrepris, les ressources nécessaires à l'achèvement des grands projets de construction et de rénovation ayant été allouées au cours d'exercices précédents ; b) les services d'entretien, en raison de la baisse des prix contractuels liés aux services de nettoyage et à l'entretien opérationnel courant ; c) les services collectifs de distribution et les services d'élimination des ordures, en raison du recours accru aux sources d'énergie renouvelables et de l'optimisation de la consommation d'énergie. Cette diminution est en partie compensée par la hausse des ressources demandées pour : a) la location de locaux, qui tient à l'augmentation du coût des bureaux et de l'hébergement à l'hôtel international de Bassora, compte tenu des derniers tarifs contractuels, et aux ressources supplémentaires à prévoir dans le cadre de la participation de la Mission aux dépenses d'hébergement dans le complexe de Mossoul, compte tenu de la facture la plus récente adressée par le PNUD ; b) l'acquisition de mobilier à des fins de remplacement des bureaux et autres articles vieillissants ; c) les pièces de rechange, en raison des ressources supplémentaires nécessaires pour effectuer l'entretien du système solaire photovoltaïque de la Mission.

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2023 (crédits ouverts)	2023 (dépenses effectives)	2024 (crédits ouverts)	2025 (montant nécessaire)	Variation 2025-2024
<b>Transports terrestres</b>	1 056,5	1 053,9	1 126,3	890,0	(236,3)

67. Il est proposé d'ouvrir des crédits d'un montant de 890 000 dollars pour financer les dépenses suivantes : a) achat de matériel pour l'atelier de réparation des véhicules (36 000 dollars) ; b) location de véhicules (23 200 dollars) ; c) réparations et entretien (69 000 dollars) ; d) assurance responsabilité (7 000 dollars) ; e) pièces de rechange (392 400 dollars) ; f) carburants et lubrifiants (362 400 dollars).
68. Cette diminution s'explique principalement par le fait qu'il n'a pas été nécessaire d'acquérir des véhicules pour lesquels des crédits ont été ouverts dans le budget approuvé de 2024. Elle est en partie compensée par l'augmentation des ressources nécessaires pour les réparations, l'entretien et les pièces détachées, principalement destinés aux véhicules blindés vieillissants de la Mission et pour la remise en état des cabines de deux camions.

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2023 (crédits ouverts)	2023 (dépenses effectives)	2024 (crédits ouverts)	2025 (montant nécessaire)	Variation 2025-2024
<b>Opérations aériennes</b>	3 150,5	3 068,2	3 734,6	4 997,2	1 262,6

69. Il est proposé d'ouvrir des crédits d'un montant de 4 997 200 dollars pour couvrir les dépenses liées à la flotte aérienne de la Mission, composée de deux avions, qui devraient totaliser 800 heures de vol. Ce montant servirait à payer : a) des services (10 400 dollars) ; b) les droits d'atterrissage et les redevances de manutention au sol (164 500 dollars) ; c) les indemnités de subsistance des équipages (8 200 dollars) ; d) les carburants et lubrifiants (777 200 dollars) ; e) les frais de location et d'exploitation (4 026 900 dollars) ; f) l'assurance responsabilité (10 000 dollars).
70. L'augmentation s'explique principalement par : a) la hausse des ressources demandées pour la location et l'exploitation d'avions, compte tenu des derniers tarifs contractuels en date ; b) l'arrêt des contributions de l'UNITAD aux fins de partage des coûts de location et d'exploitation d'un avion (200 000 dollars par an) en raison de la fin de son mandat, ainsi que le fait que le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen a cessé de partager son avion avec la Mission. Elle est contrebalancée en partie par la diminution des ressources nécessaires pour financer les carburants et lubrifiants, due principalement à la baisse du prix moyen du carburacteur (1,853 dollar par litre, contre 2,270 dollars par litre dans le budget approuvé de 2024), ainsi qu'à la réduction du nombre d'heures de vol (800 heures, contre 925 heures de vol approuvées en 2024).

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2023 (crédits ouverts)	2023 (dépenses effectives)	2024 (crédits ouverts)	2025 (montant nécessaire)	Variation 2025-2024
<b>Communications et informatique</b>	2 707,0	2 448,7	2 927,5	2 596,5	(331,0)

71. Il est proposé d'ouvrir des crédits d'un montant de 2 596 500 dollars pour financer les dépenses suivantes : a) matériel de communication et matériel informatique (81 100 dollars) ; b) services de télécommunication et de réseau (396 600 dollars) ; c) entretien du matériel de communication et du matériel informatique et services d'appui (1 296 700 dollars) ; d) pièces de rechange (130 000 dollars) ; e) logiciels, licences et redevances (567 200 dollars) ; f) services d'information et de publication (124 900 dollars).
72. Cette diminution s'explique principalement par : a) une baisse des achats de matériel de communication en raison de la réception anticipée de matériel informatique tel que des ordinateurs portables et un serveur informatique devant être transférés de l'UNITAD, compte tenu de la fin du mandat de cette dernière ; b) une réduction des besoins en pièces détachées, un stock suffisant ayant été constitué au cours des exercices précédents. La diminution des ressources demandées est compensée en partie par l'augmentation des montants nécessaires pour l'achat de logiciels, de licences et de redevances en raison des ressources supplémentaires nécessaires à l'obtention d'une licence permettant de bénéficier d'un service basé sur le cloud, ainsi que par une augmentation des coûts des services d'assistance centralisés relatifs à des licences d'utilisation d'un progiciel.

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2023 (crédits ouverts)	2023 (dépenses effectives)	2024 (crédits ouverts)	2025 (montant nécessaire)	Variation 2025-2024
<b>Santé</b>	334,9	97,3	345,2	357,4	12,2



73. Il est proposé d'ouvrir des crédits d'un montant de 357 400 dollars pour financer l'acquisition de matériel (6 000 dollars), de services médicaux (165 000 dollars) et de fournitures médicales (128 200 dollars).
74. L'augmentation est principalement due au transfert, depuis la rubrique Consultants et services de consultants, des crédits liés à l'externalisation des services psychosociaux pour répondre aux besoins du personnel en la matière. Elle est contrebalancée par une réduction des ressources demandées en matière de fournitures de médicaments et d'articles consommables.

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2023 (crédits ouverts)	2023 (dépenses effectives)	2024 (crédits ouverts)	2025 (montant nécessaire)	Variation 2025-2024
<b>Fournitures, services et matériel divers</b>	970,0	814,0	1 086,0	1 021,2	(64,8)

75. Il est proposé d'ouvrir des crédits d'un montant de 1 021 200 dollars pour financer les dépenses suivantes : a) détente et loisirs (59 600 dollars) ; b) honoraires, fournitures et services liés à la formation (139 200 dollars) ; c) dépenses de représentation diverses (25 000 dollars) ; d) assurances générales (45 000 dollars) ; e) frais bancaires (71 000 dollars) ; f) demandes d'indemnisation, comptabilisation en pertes et ajustements (8 000 dollars) ; g) fret et dépenses connexes diverses (293 900 dollars) ; h) rations (123 800 dollars) ; i) services contractuels (189 700 dollars) ; j) autres services (66 000 dollars).
76. La diminution des ressources demandées s'explique principalement par la baisse des dépenses de fret et des coûts connexes, qui tient au nombre moins élevé d'acquisitions prévues, ainsi que par le fait qu'il ne sera pas nécessaire de prévoir de ressources au titre des réceptions officielles. Cette diminution est compensée en partie par la hausse des ressources nécessaires pour financer les vacataires afin de fournir un soutien en matière de sécurité à divers projets d'ingénierie sur différents sites de la Mission et locaux des Nations Unies, ainsi que pour fournir un soutien aux initiatives de la Mission en matière d'énergie et de conservation dans le domaine des déchets organiques et des activités de compostage.

### **Ressources extrabudgétaires**

#### **a) Contributions volontaires**

77. En 2024, des contributions volontaires d'un montant d'environ 731 100 dollars devraient être utilisées pour financer les dépenses de personnel afférentes à un emploi (P-4) destiné à appuyer les efforts de lutte contre les effets néfastes des changements climatiques en Iraq et à continuer de soutenir les activités visant à renforcer l'engagement politique de la Mission et la participation des femmes et des jeunes irakiens au dialogue politique.
78. En 2025, des contributions volontaires d'un montant estimé à 402 000 dollars devraient permettre de continuer de soutenir les activités visant à renforcer la participation des femmes et des jeunes irakiens au dialogue politique.
79. La diminution des contributions volontaires estimées par rapport à 2024 est principalement due à la suppression des dépenses de personnel afférentes à l'emploi (P-4) destiné à appuyer les activités liées aux changements climatiques.

#### **b) Recouvrement des coûts**

80. En 2024, au moyen du mécanisme de recouvrement des coûts, la Mission devrait percevoir un montant de 10 279 800 dollars de l'équipe de pays des Nations Unies pour les services qu'elle fournit dans les domaines de la sécurité, de la gestion de l'espace, des services médicaux et de l'approvisionnement en carburant et en fournitures diverses. La prestation de ces services a pour but

de faire des économies d'échelle et de permettre une exécution plus efficace des mandats, conformément à l'initiative Unité d'action des Nations Unies. Les ressources recouvrées, qui s'ajouteront aux ressources du budget ordinaire de la Mission, serviront à financer six emplois (deux emplois d'agent(e) du Service mobile et quatre postes de Volontaire des Nations Unies recruté(e) sur le plan international), la poursuite des activités de l'Unité de gardes des Nations Unies ainsi que d'autres dépenses faisant l'objet d'un partage des coûts (personnel et services de sécurité, gestion de l'espace, services de nettoyage, services technologiques, transports terrestres, services médicaux et approvisionnement en carburant et en fournitures diverses).

81. En 2025, la Mission devrait percevoir des ressources d'un montant de 9 251 800 dollars de l'équipe de pays des Nations Unies. Ces ressources serviront à financer les six emplois qu'il est proposé de maintenir (deux emplois d'agent(e) du Service mobile et quatre emplois de Volontaire des Nations Unies recruté(e) sur le plan international), la poursuite des activités de l'Unité de gardes des Nations Unies ainsi que d'autres dépenses faisant l'objet d'un partage des coûts (personnel et services de sécurité, gestion de l'espace, services de nettoyage, services technologiques, transports terrestres, services médicaux et approvisionnement en carburant et en fournitures diverses).
82. La diminution du montant attendu est imputable à la fermeture prévue de l'UNITAD en 2024.

## **II. État d'avancement des travaux de rénovation des locaux du complexe intégré des Nations Unies à Bagdad**

83. Le fonds d'affectation spéciale pour la construction et la rénovation du complexe intégré des Nations Unies à Bagdad a été créé pour construire à Bagdad un complexe intégré qui accueillerait tous les organismes, fonds et programmes des Nations Unies travaillant en Iraq.
84. Le 31 mars 2010, le fonds d'affectation spéciale a reçu 25 millions de dollars du Gouvernement iraquien et 760 600 dollars de la part des Gouvernements grec, italien, luxembourgeois, polonais, suédois et tchèque. En juin 2011, une nouvelle contribution de 25 millions de dollars a été versée par le Gouvernement iraquien, ce qui porte la somme totale reçue par le fonds à 50 760 600 dollars.
85. Tous les projets financés par le fonds d'affectation spéciale ont été menés à bien et la Mission s'apprête à clôturer ce dernier.

## **III. État d'avancement des travaux de réaménagement du bâtiment de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq à Koweït**

86. Les locaux du Bureau d'appui commun de Koweït sont mis gratuitement à la disposition de l'ONU par le Gouvernement koweïtien afin d'accueillir le Bureau d'appui de la MANUI et la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan. La réfection des bureaux et des installations de Koweït est en suspens depuis 2004, lorsque la Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït a transféré cette responsabilité à la MANUI.
87. La remise en état prévue des bureaux de la MANUI et du complexe général de Koweït vise à garantir de bonnes conditions de travail et à assurer la sécurité du personnel qui continue d'utiliser ces locaux. Le contrat de construction a été attribué le 24 décembre 2023. Cependant, malgré les efforts de la Mission, le Gouvernement du Koweït n'a pas donné son accord pour le lancement du projet. Compte tenu de ce retard important et de l'incertitude quant à l'obtention d'une autorisation à court terme, il a été décidé d'annuler le projet de rénovation.

## Annexe I

### Récapitulatif des mesures prises pour donner suite aux décisions et demandes formulées par l'Assemblée générale ainsi qu'aux demandes et recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires approuvées par l'Assemblée générale

Résumé de la recommandation

Suite donnée à la recommandation

#### Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

(A/78/7/Add.6)

Il compte que des informations sur l'évaluation actualisée des risques relatifs à la MANUI seront communiquées dans le prochain projet de budget (par. 20).

Le Comité consultatif compte que des informations sur l'état d'avancement de la construction du nouveau bâtiment, ainsi que sur les gains d'efficacité liés à l'entretien des nouveaux locaux, seront fournies dans le prochain rapport sur le budget (par. 33).

Le Comité consultatif compte que des informations actualisées sur les mesures prises par la MANUI pour améliorer l'équilibre géographique parmi son personnel seront communiquées à l'Assemblée générale au moment où elle examinera le présent rapport et dans le prochain projet de budget (par. 34).

Le Comité consultatif compte que la MANUI redoublera d'efforts pour parvenir à un équilibre entre les genres parmi son personnel et communiquera des informations actualisées à ce sujet dans les futurs projets de budget-programme (voir également

Dans le cadre d'une évaluation des risques à l'échelle de la Mission réalisée en janvier 2024, le Département de la sûreté et de la sécurité a procédé à une évaluation ad hoc des risques qui a confirmé la nécessité de créer un poste administratif spécialisé au sein de la Section de la sécurité afin d'aider l'équipe de sécurité intégrée de la Section à s'acquitter de ses responsabilités en matière de gestion des crises.

On trouvera des informations sur l'état d'avancement du projet et les gains d'efficacité escomptés aux paragraphes 87 et 88 du présent rapport.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024, pour tous les postes en cours de recrutement, les responsables du recrutement de la MANUI reçoivent des conseils sur les conditions requises en matière de parité des genres et d'équilibre géographique, les données correspondantes de la section/unité concernée et de la Mission, ainsi que des informations sur les efforts stratégiques et délibérés déployés pour atteindre ces objectifs. Parmi les informations supplémentaires fournies au personnel d'encadrement figurent les noms des candidat(e)s issu(e)s des catégories de personnel sous-représentées pour chaque poste et chaque classe, approuvés par l'organe central de contrôle pour le personnel des missions.

La Mission organise également des réunions bimestrielles de sensibilisation à la parité des genres et à la représentation géographique, ainsi que des forums d'évaluation de la performance dirigés par le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général chargé des affaires politiques et de l'assistance électorale.

Le groupe de travail sur la parité des genres de la MANUI, présidé par le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général chargé des affaires politiques et de l'assistance électorale et composé de membres du Bureau du Chef de cabinet, du Bureau du Chef de l'appui à la Mission, de la Section des ressources

[A/77/7/Add.6](#), par. 31, [A/76/7/Add.6](#), par. 31, et [A/75/7/Add.7](#), par. 16) (par. 35).

Le Comité consultatif compte que le Secrétaire général fera systématiquement figurer des informations ventilées sur le recouvrement des coûts dans ses futurs projets de budget, en précisant les services fournis aux différentes entités et les montants recouverts (voir également [A/77/7/Add.6](#), par. 30, et [A/76/7/Add.6](#), par. 29) (par. 38).

Le Comité consultatif note que la Mission, en coopération avec l'équipe de pays des Nations Unies, aide le pays hôte à passer d'une approche axée sur les activités humanitaires à une approche axée sur les activités de développement et compte que des informations actualisées à ce sujet figureront dans le prochain rapport. Il compte également que le projet de budget de la MANUI pour 2025 tiendra compte des résultats de l'examen stratégique indépendant et de toute incidence qu'ils auraient sur la stratégie de transition, ainsi que des conséquences pour le Bureau unifié de Koweït (par. 42).

humaines et du Groupe des questions de genre, continue de suivre la réalisation des objectifs de parité des genres et d'en rendre compte. Il examine régulièrement les recrutements et les meilleures pratiques, suit les progrès accomplis dans la mise en œuvre du plan pour la parité des genres pour 2024-2025 et s'emploie à intensifier ses activités de sensibilisation pour encourager un plus grand nombre de femmes à se porter candidates, notamment dans les services d'appui et de sécurité sur le terrain, où des déséquilibres entre les genres ont été constatés.

On trouvera des informations sur le recouvrement des coûts, notamment sur les services fournis aux différentes entités, dans le rapport principal sur les prévisions de dépenses relatives aux missions politiques spéciales ([A/79/6 \(Sect. 3\)/Add.1](#)).

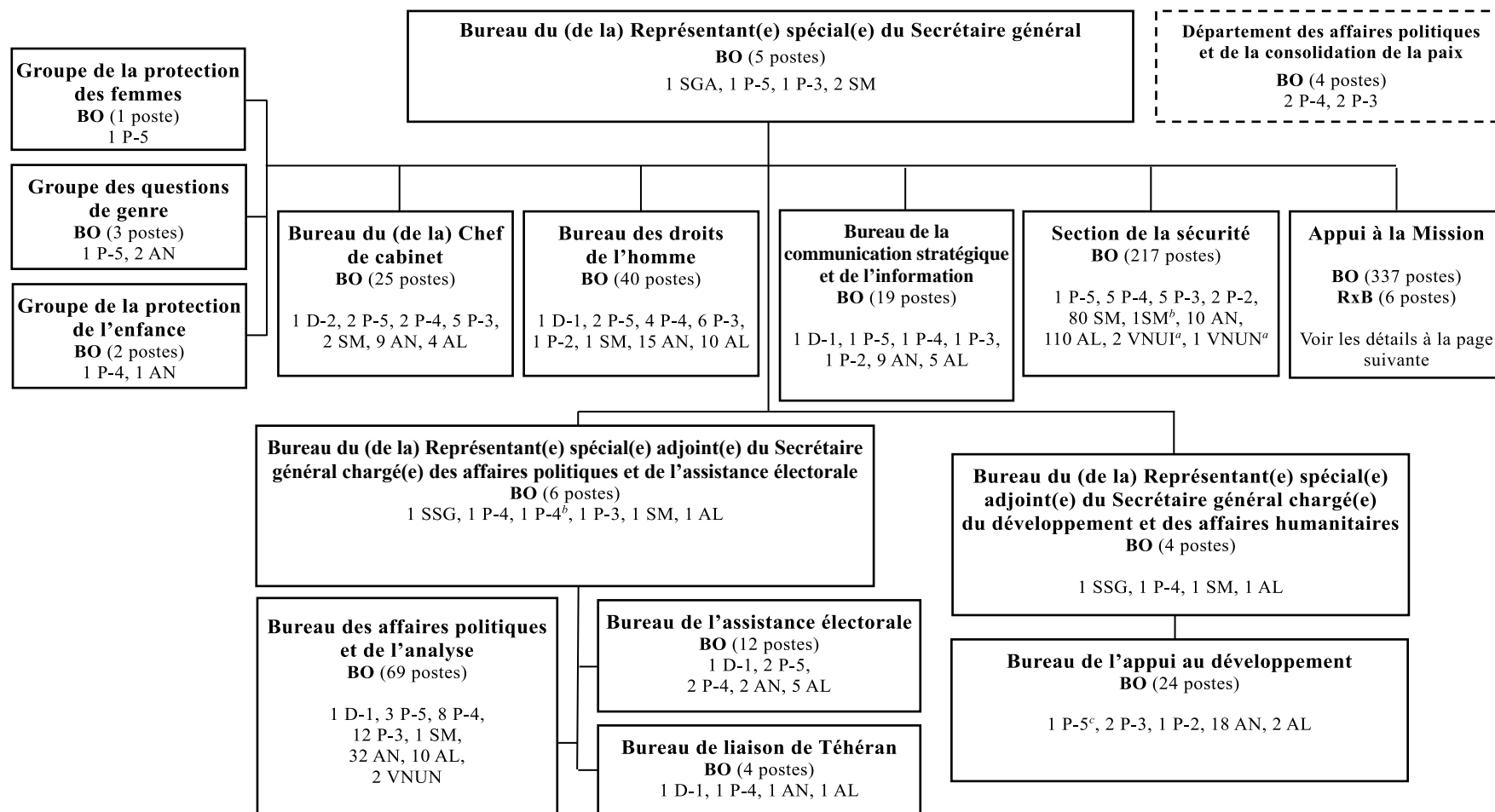
En réponse à la demande du Gouvernement irakien de passer des activités humanitaires aux activités de développement, le dernier Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable, portant sur la période 2020-2024, a mis l'accent sur la transition de l'aide humanitaire vers le soutien à la réalisation des objectifs de développement durable. De même, alors que la Mission et l'équipe de pays des Nations Unies élaborent actuellement le Plan de coopération pour la période 2025-2029, les quatre priorités stratégiques retenues pour les cinq prochaines années sont le développement social et humain, le développement économique, les changements climatiques et la gouvernance.

Le présent projet de budget rend compte des ressources dont la Mission a besoin pour s'acquitter de son mandat actuel et ne tient compte d'aucune des conclusions ou recommandations issues de l'examen stratégique indépendant, qui doit être examiné par le Conseil de sécurité dans le cadre du renouvellement du mandat de la MANUI. Toute incidence sur les interventions et la structure de la Mission, y compris le positionnement du Bureau d'appui commun de Koweït et les incidences de l'examen stratégique sur les ressources, devra être subordonnée à l'approbation du Conseil et faire l'objet d'un mandat à cet égard.

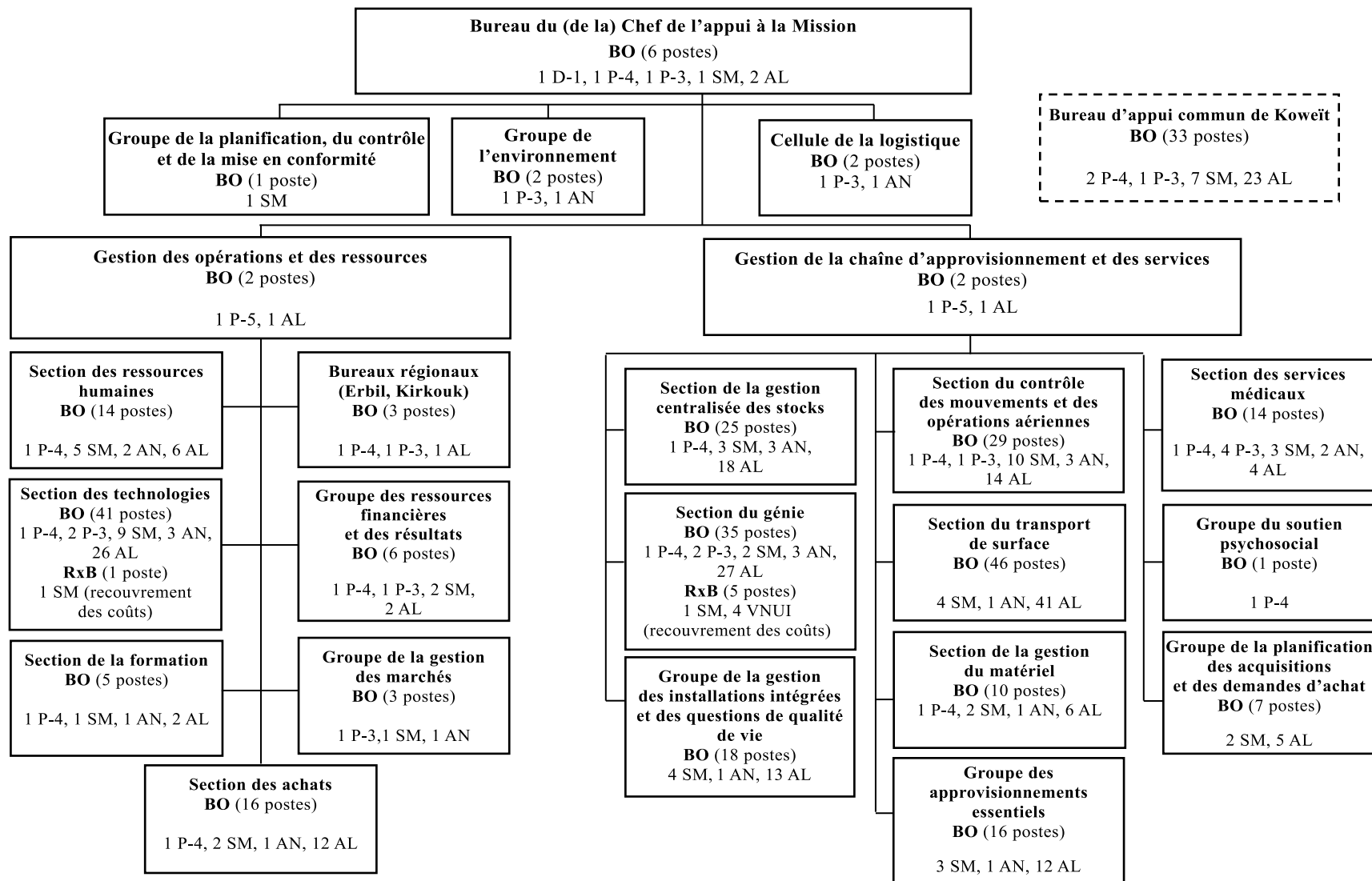
## Annexe II

## Organigramme et répartition des postes pour 2025

## A. Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq

<sup>a</sup> Création<sup>b</sup> Réaffectation<sup>c</sup> Reclassement.

## B. Appui à la Mission



*Abréviations* : AL = agent(e) local(e) ; AN = administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national ; BO = budget ordinaire ; RxB = ressources extrabudgétaires ; SGA = secrétaire général(e) adjoint(e) ; SM = agent(e) du Service mobile ; SSG = sous-secrétaire général(e) ; VNUI = Volontaire des Nations Unies recruté(e) sur le plan international ; VNUN = Volontaire des Nations Unies recruté(e) sur le plan national.